

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P.)

Marché public à tranches en procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R2121-1, R2124-1 et 2 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

OBJET DU MARCHÉ

**Réalisation de Diagnostics Amiante et Plomb pour les
opérations d'assainissement des anciens laboratoires Curie à
Arcueil (94)**

SOMMAIRE

GLOSSAIRE	5
1 ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE ET CONTEXTE	8
1.1 Documents de référence	9
1.2 Historique du site.....	12
1.3 Présentation du site.....	13
1.4 Etat radiologique	15
2 ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE LA MISSION	16
2.1 Phase de préparation documentaire	16
2.2 Tranche Ferme : diagnostics amiante et plomb	19
2.2.1 Phase 1 – Installation et préparation du chantier	19
2.2.2 Phase 2 - Réalisation des repérages amiante et plomb	19
2.2.3 Phase 3 – Repli partiel de chantier	21
2.2.4 Phase 4 – Repli final de chantier	22
2.2.5 Phase 5 - Compilation des documents et rédaction du rapport de fin d'intervention (RFI)	22
2.3 Tranche optionnelle 1 : Diagnostic Amiante Avant Démolition (DAAD) et Diagnostic Plomb Avant Démolition (DPAD)	22
2.4 Périmètre de la mission.....	23
2.5 Limite de fournitures	30
2.6 Planning projet.....	31
3 ARTICLE 3 – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALE	32
3.1 Pouvoir Adjudicateur	32
3.2 Représentant du Pouvoir Adjudicateur	32
3.3 Coordonnateur SPS	32
3.4 Assistance à Maitrise d'Ouvrage	32
3.5 Sous-Traitance	32
3.6 Dispositions administratives générales.....	35
4 ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	37
5 ARTICLE 5 – PRIX DE LA PRESTATION	38
5.1 Forme des prix, mode de règlement	38
5.2 Variation économique des prix	38
6 ARTICLE 6 – MODALITES DE LA REALISATION DE LA MISSION	39
6.1 Modalités générales d'intervention	39
6.2 Modalités relatives aux réunions	40
6.3 Modalités relatives aux délais d'exécution et ordonnancement	41
6.4 Processus de suivi des documents et rapports	41

6.5	Journal de bord	42
6.6	Modalités relatives aux rapports de repérage amiante et plomb.....	42
6.7	Modalités relatives aux dossiers techniques amiante et plomb	43
6.8	Modalités relatives au rapport d'intervention	43
6.9	Modalités relatives au rapport final d'intervention	44
6.10	Responsabilités	44
6.11	Habilitations du personnel, certifications et suivi dosimétrique.....	45
6.12	Hygiène et sécurité	45
6.13	Gestion des déchets	46
6.14	Gestion des échantillons	47
6.15	Transport des échantillons	47
6.16	Gestion des incidents	47
6.17	Modalités relatives au laboratoire d'analyses	47
6.18	Obligation de résultats	48
7	ARTICLE 7 – PENALITES	48
7.1	Pénalités pour retard dans la réalisation du point zéro médical initial, des bilans intermédiaires et le bilan final	48
7.2	Pénalités pour retard pour la remise de documents et rapports	48
7.3	Pénalités pour retard dans l'exécution d'une prestation	48
7.4	Pénalités pour manquement aux règles de sécurité et de radioprotection	48
7.5	Pénalités pour le non-respect de l'environnement du site	49
7.6	Pénalités pour le non-respect de la propreté du chantier	49
7.7	Pénalités pour absence aux réunions prévues	49
7.8	Pénalités pour infraction à la loi sur la sous-traitance	49
7.9	Plafonnement des pénalités et variations économiques.....	49
8	ARTICLE 8 –REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	50
8.1	Modalités générales - Délai global de paiement.....	50
8.2	Retenue de garantie	50
8.3	Avance	50
8.4	Décomptes et acomptes périodiques.....	51
8.5	Décompte final	52
8.6	Intérêts moratoires	53
8.7	Paiements des sous-traitants	53
9	ARTICLE 9 – DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE	53
10	ARTICLE 10 – CONDITIONS DE RESILIATION	54
11	ARTICLE 11 – ATTESTATION D'ASSURANCE	54
12	ARTICLE 12 – LITIGE	55

13	ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG-PI	55
	ANNEXES	56
	Annexe 1 : Informations du PPSPS	56

GLOSSAIRE

ACR	Attestation de Contrôle Radiologique
ADR	Accord relatif au transport international des marchandises dangereuses par route
AE	Acte d'Engagement
ALARA	As Low As Reasonably Achievable
AMO	Assistant à Maîtrise d’Ouvrage
ANDRA	Agence Nationale pour la gestion des Déchet Radioactifs
APVRF	Appareil de Protection des Voies Respiratoires Filtrant
BPU	Bordereau des Prix Unitaires et forfaitaires
BSD	Bordeau de Suivi des Déchets
BSDA	Bordereaux de Suivi de Déchets Amiante
CCAG PI	Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Prestations Intellectuelles
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CCP	Cahier des Clauses Particulières
CEFRI	Comité français de certification des entreprises pour la formation et le suivi du personnel travaillant sous rayons ionisants
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique
COFRAC	Comité Français d'Accréditation
COGEMA	Compagnie Générale des Matières Nucléaires (désormais Orano Cycle)
CSPS	Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
DAAD	Diagnostic Amiante Avant Démolition
DAAT	Diagnostic Amiante Avant Travaux
DE	Détail Estimatif
DPAD	Diagnostic Plomb Avant Démolition
DRIEA	Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement
EDP	Évaluation Dosimétrique Prévisionnelle

EPC	Equipement de Protection Collectif
EPI	Equipement de Protection Individuel
FCR	Fibres Céramiques Réfractaires
HT	Hors Taxe
IRSN	Institut de la Radioprotection et de la Sureté Nucléaire
LDA	Liste des Documents Applicables
META	Microscopie Électronique à Transmission Analytique
MO	Maître d’Ouvrage
MOLP	Microscopie Optique à Lumière Polarisée
MOP	Mode Opératoire
MPCA	Matériaux et Produits Contenant de l’Amiante
ONECTRA	Filière de ONET
PAQP	Plan d’Assurance de la Qualité Particulier
PI	Prestation Intellectuelle
PCR	Personne Compétente en Radioprotection
PGCSPS	Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé
PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
PR1 CR	Prévention des Risques de niveau 1 option Centre de Recherche
PR1 CC	Prévention des Risques de niveau 1 option Cycle du Combustible
PRAM	Plan de Retrait AMiante
PSR	Plan de Surveillance Radiologique
RFI	Rapport Final d'Intervention
RPA	Représentant du Pouvoir Adjudicateur
SOGEDEC	Société Général de Décontamination
SPS	Sécurité et de Protection de la Santé
SS4	Sous-Section 4
TEV	Tenue Etanche Ventilée

TF	Tranche Ferme
TFA	Très Faiblement Actif
TO1	Tranche Optionnelle 1
TQRP	Technicien Qualifié en Radioprotection
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
URSSAF	Union de Recouvrement pour la Sécurité Sociale et les Allocations Familiales
VIC	Visite d'Inspection Commune
ZPSO	Zones Présentant des Similitudes d'Ouvrage

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE ET CONTEXTE

Le présent marché s'inscrit dans le cadre de l'opération de dépollution du site des anciens laboratoires Curie situé 4 avenue de la convention à Arcueil (94).

Dans le cadre des opérations d'assainissement du site, les déchets présents à l'intérieur des bâtis sont prévus d'être triés, caractérisés et conditionnés avant envoi en filière déchet.

Puis dans un second temps, il est prévu la déconstruction de l'ensemble des bâtiments.

Ainsi, la mission consiste au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante ou du plomb dans chacun des bâtiments du site objet de ces opérations.

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concerne la réalisation des opérations suivantes :

- Levée de doute Amiante (Prélèvements et analyses de matériaux à suspicion d'amiante ou Fibres Céramiques Réfractaires (FCR)),
- Levée de doute Plomb (Prélèvements et analyses de matériaux à suspicion plomb),
- Diagnostics Amiante Avant Travaux (DAAT),
- Diagnostics Plomb Avant Travaux (DPAT),
- Diagnostics Amiante Avant Démolition (DAAD),
- Diagnostics Plomb Avant Démolition (DPAD),
- Dossiers Techniques Amiante et Plomb.

Le marché se décompose selon une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- Nature et étendue des travaux de la tranche ferme (TF) : réalisation de l'ensemble des prestations de diagnostics amiante et plomb, citées à l'article 2.2 du CCP, sur le site des anciens laboratoires Curie pendant une durée de 24 mois.
- Nature et étendue des travaux de la tranche optionnelle 1 (TO1) : réalisation de l'ensemble des prestations de Diagnostic Amiante Avant Démolition (DAAD) et Diagnostic Plomb Avant Démolition (DPAD), citées à l'article 2.3 du CCP, sur le site des anciens laboratoires Curie pendant une durée de 6 mois, dont la réalisation aura lieu durant la tranche ferme.

Le marché comprend une période de préparation d'une durée d'un mois et demi.

Lieu d'exécution :

Site des anciens laboratoires Curie
4 avenue de la Convention
94110 ARCUEIL

1.1 Documents de référence

Textes réglementaires & normes :

Amiante :

- [1] Code de la santé publique (Partie législative) – Livre III : Protection de la santé et de l'environnement – Titre III : Prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail – Chapitre IV : Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante – Articles L1334-12-1 à L1334-17
- [2] Code de la santé publique (Partie réglementaire) – Livre III : Protection de la santé et de l'environnement – Titre III : Prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail – Chapitre IV : Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante et contre les nuisances sonores – Articles R1334-14 à R1334-29-9 – Chapitre VII : Dispositions pénales - Section 2 : Exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis – Articles R1337-2 à R1337-5
- [3] Code du travail (Partie réglementaire) – Livre IV : Prévention de certains risques d'exposition – Titre Ier : Risques chimiques – Chapitre II : Mesures de prévention de risques chimiques – Section 3 : Risques d'exposition à l'amiante - Articles R4412-94 à 148
- [4] Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le Code du travail
- [5] Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- [6] Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations modifié par le décret n°2019-251 du 27 mars 2019
- [7] Arrêté du 1^{er} octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses
- [8] Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis
- [9] Arrêté du 5 novembre 2010 abrogeant l'arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié
- [10] Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante modifié par l'arrêté du 20 avril 2015
- [11] Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement aux fibres d'amiante modifié par l'arrêté du 30 mai 2018
- [12] Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- [13] Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- [14] Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- [15] Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage

- [16] Arrêté du 24 février 2017 modifiant l'arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification
- [17] Arrêté du 2 juillet 2018 relatif aux critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- [18] Arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités
- [19] Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
- [20] Arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
- [21] Norme NF X 46-020–Diagnostic amiante –Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis –Mission et méthodologie
- [22] Norme expérimentale XP X46-023 –Eléments de cartographie du repérage de matériaux contenant et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis
- [23] XPX 43-269 : Air des lieux de travail - Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META — Comptage par MOCP
- [24] NFX 43-050 : Qualité de l'air - Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission - méthode indirecte

Plomb :

- [25] Code de la santé publique (Partie législative) –Livre III : protection de la santé et de l'environnement –Titre III : prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail – Chapitre IV : lutte contre la présence de plomb ou d'amiante –Articles L1334-1 à L1334-12
- [26] Code du travail Partie réglementaire (Articles R1111-1 à R8323-1) Quatrième partie : Santé et sécurité au travail (Articles R4121-1 à R4822-1 Livre IV : Prévention de certains risques d'exposition (Articles R4411-1 à R4462-36) Titre Ier : Risques chimiques (Articles R4411-1 à R4412-160) Chapitre II : Mesures de prévention des risques chimiques (Articles R4412-1 à R4412-160) Section 2 : Dispositions particulières aux agents chimiques dangereux cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (Articles R4412-59 à R4412-93)
- [27] Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
- [28] Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- [29] Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique
- [30] Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- [31] Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
- [32] Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification
- [33] NF X46-031 - Diagnostic plomb - Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb
- [34] Norme NF X 46.032– Diagnostic plomb - Méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol

Autres :

- [35] Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le TITULAIRE, celui-ci étant réputé les connaître du seul fait de soumissionner.

Références du site :

- [36] Cartographies NUVIA : Bâtiment principal
- [37] Cartographies NUVIA : Sheds
- [38] Cartographies NUVIA : Laboratoires
- [39] Cartographies NUVIA : Maison du gardien
- [40] Cartographies NUVIA : Garage de la maison du gardien
- [41] Cartographies NUVIA : Local diesel
- [42] Cartographies NUVIA : Local de repli
- [43] RNGS IF01109 ind. 4 : Procédure de la gestion de la radioprotection sur le site.
- [44] RNGS IF01111 ind. 2 : Procédure de gestion des échantillons.
- [45] NDGS CJ004-01 ind. 1 : Débits d'équivalents de doses : Ambiance zones extérieures du site
- [46] PGC INSTITUT DU RADIUM ARCUEIL Indice R
- [47] ALFA 251-18-190 /18/L1170 / B : Synthèse des repérages amiantés et des plans des rapports avant démolition des anciens laboratoires Curie à Arcueil (94)
- [48] ALFA 251-18-190 / 18/L1095 / D Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Rectorat de Créteil / Anciens laboratoires Curie-Bâtiment principal
- [49] ALFA 251-18-190 / 18/L1099 / B Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Rectorat de Créteil / Anciens laboratoires Curie-Cabane
- [50] ALFA 251-18-190 / 18/L1100 / B Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Rectorat de Créteil/ Anciens laboratoires Curie-Garage
- [51] ALFA 251-18-190 18/L1101/B Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Rectorat de Créteil / Anciens laboratoires Curie-Hangar
- [52] ALFA 251-18-190 / 18/L1096 / B Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Rectorat de Créteil / Anciens laboratoires Curie-Laboratoires 1-2-3-4
- [53] ALFA 251-18-190 / 18/L1097 / C Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Rectorat de Créteil / Anciens laboratoires Curie - les 4 Sheds
- [54] ALFA 251-18-190 / 18L/1102 / B Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Rectorat de Créteil / Anciens laboratoires Curie –Local de stockage de produits chimiques
- [55] ALFA 251-18-190 / 18L/1103 / B Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Rectorat de Créteil/ Anciens laboratoires Curie -Local de Repli
- [56] ALFA 251-18-190 / 18L/1104 B Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Rectorat de Créteil / Anciens laboratoires Curie-Local Diesel
- [57] ALFA 251-18-190 / 18L/1105 / B Pré-Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Rectorat de Créteil / Anciens laboratoires Curie-Maison du gardien
- [58] ALFA 251-18-190 / 18L/1106 / B Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Académie Créteil/ Arcueil / Anciens laboratoires Curie-Réfectoire

- [59] ALFA 251-18-190 / 18L/1107 / B Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant travaux Rectorat de Créteil/ Anciens laboratoires Curie-Sacs Extérieurs et Puit
- [60] ALFA 251-18-190 /18/L1098 / B Rapport de mission de repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante avant démolition Rectorat de Créteil / Anciens laboratoires Curie-Souterrain
- [61] RPb-220B219-10-0034-Rev1 RAPPORT DE DIAGNOSTIC DU PLOMB DANS LES REVÊTEMENTS

1.2 Historique du site

Le laboratoire d'Arcueil a été construit pour Marie Curie au début des années 1930 par l'Université de Paris. Ce laboratoire, également intitulé Institut du Radium d'Arcueil, extrayait des radioéléments naturels à partir de minerais d'origines diverses.

Il avait des liens privilégiés avec l'Institut du Radium de Paris qui a mené ses propres recherches sur le site. Durant les années cinquante, les recherches portaient sur les propriétés physico-chimiques des radioéléments naturels et artificiels et les méthodes d'extraction du protactinium 231.

Par la suite l'Institut de Physique nucléaire d'Orsay, ayant des thématiques de travail communes avec l'Institut du Radium, a repris une partie des travaux alors en cours sur le site d'Arcueil.

Les locaux ont été abandonnés en 1978 et mis sous surveillance. Plusieurs phases de décontamination ont eu lieu depuis, notamment au premier semestre 1992 où la plupart des sources, des minerais riches et des produits dangereux incluant les solutions concentrées de radium ont été pris en charge par le CEA (produits solides, liquides et échantillons minéralogiques), COGEMA (minerais), ANDRA (déchets technologiques). Ensuite, des opérations de tri et de conditionnement des produits ainsi que des opérations de traitement et d'élimination de documents ont été réalisées par SOGEDEC et ONECTRA durant les années 2000 à 2005 période où l'ANDRA intervient en tant qu'assistant technique à la maîtrise d'ouvrage, missionné par l'Université de Paris VI.

En 2006, le Rectorat de Créteil récupère la gestion du site. La DRIEA joue alors le rôle de conducteur d'opération avec l'IRSN comme assistant technique à maîtrise d'ouvrage.

Les prestations menées depuis avril 2009 ont permis d'effectuer l'inventaire des déchets présents. Ces déchets ont été séparés en déchets conventionnels et déchets radiologiques. Les déchets conventionnels contrôlables à 100% ont été évacués après un contrôle radiologique de niveau 1 et de niveau 2. Une partie des déchets radiologiques ont été conditionnés temporairement en fûts, en big bags et en caissons. Les objets volumineux, de même que ceux fixés aux murs des bâtiments (chauffe-eaux, bibliothèque, canalisations...) ont été laissés sur place.

Des cartographies radiologiques du site ont été réalisées par la société CERAP en 1993, par l'IRSN en 2003 et enfin par la société en charge de la radioprotection du site en 2013 : le titulaire du présent marché doit prendre en compte dans son offre technique et financière que la réalisation de mesures dans certains locaux, en particulier les sheds, nécessite le port d'un appareil de protection des voies respiratoires filtrant (APVRF) voir isolant du fait de la contamination atmosphérique potentielle.

Depuis novembre 2017, le Groupement CURIUM-DAHER œuvre en tant qu'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO). Depuis la même période, la société GINGER DELEO intervient en tant que Radioprotection de niveau 2.

Depuis fin 2019, l'entreprise NUVIA est en charge de la gestion des déchets sur site (caractérisation, réduction de volume et conditionnement).

1.3 Présentation du site

Les anciens locaux de l'institut du Radium sont situés sur la commune d'Arcueil dans le département du Val de Marne (94).

Le site est d'une superficie totale de 5 500 m² dont environ 1 500 m² de bâti. L'accès se fait par un portail fermé à clé, l'ensemble étant clôturé par une enceinte plus ou moins élevée selon les endroits par rapport au niveau des trottoirs ou des rues adjacentes.

Les zones extérieures sont pour la plupart encombrées par des branches ou des rondins de bois provenant des arbres coupés sur le site en attente d'élimination. Une aire gravillonnée a été aménagée devant le réfectoire.



Figure 1 : Vue aérienne du site (source Géoportail)

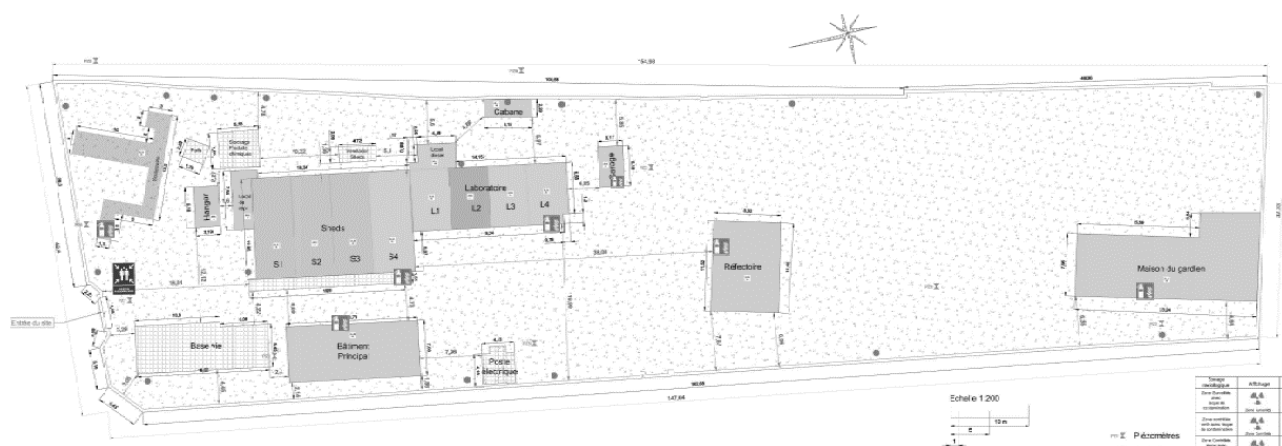


Figure 2 : Plan de masse 1 du site

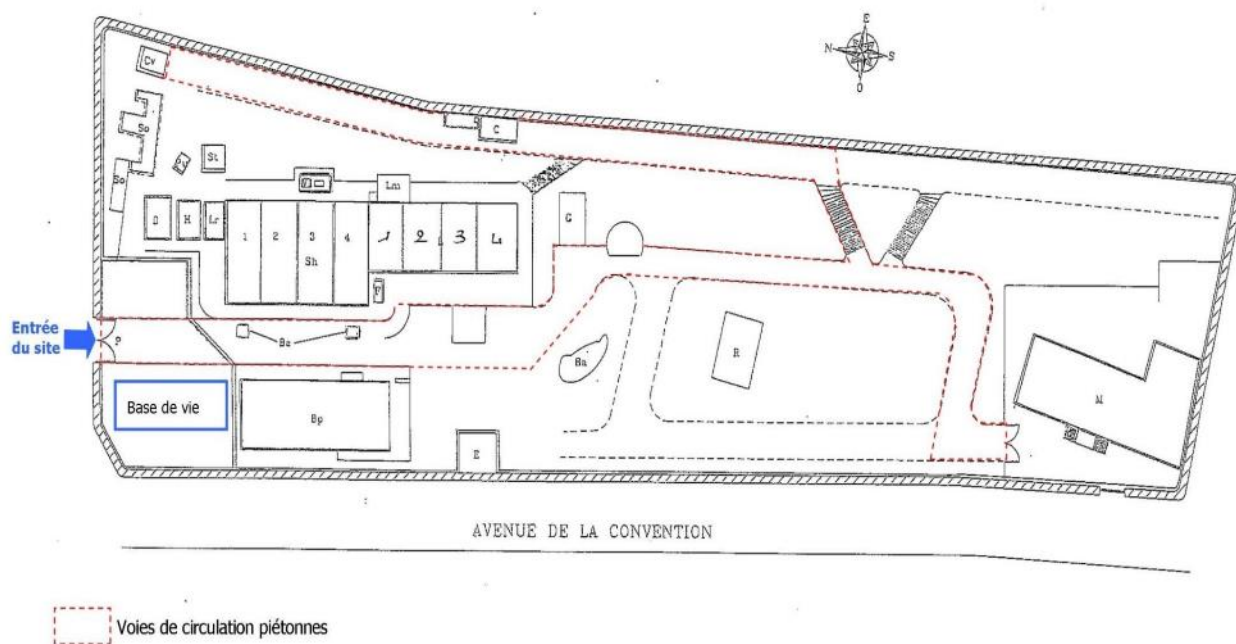


Figure 3 : Voies de circulation piétonnes du site

Les bâtiments identifiés présents sur le site sont les suivants :

- Bâtiment principal (Bp),
- Sous-sol (So),
- 4 sheds (S1, S2, S3, S4),
- 4 laboratoires (L1, L2, L3, L4),
- Local Diesel (D),
- Garage (G),
- Hangar (H),
- Cabane (C),
- Local de repli (Lr),
- Réfectoire (R),
- Poste électrique (E),
- Maison du gardien (M),
- Local de stockage de produits chimiques (St),
- Le puits (Pu),
- Ventilation Sheds (V),
- Base Vie (BV).

1.4 Etat radiologique

La cartographie radiologique des sols des bâtiments réalisée par la société en charge de la radioprotection sera remise au titulaire au démarrage de sa mission (cf. liste des cartographies au § 1.1). Des contaminations labiles et fixées subsistent dans la plupart des bâtiments.

Le spectre-type radiologique le plus pénalisant sera remis au titulaire au démarrage de sa mission. Les radionucléides suivants sont présents dans les bâtiments et sont classés par ordre de prépondérance :

- ^{230}Th ,
- ^{227}Ac ,
- ^{231}Pa ,
- ^{234}U ,
- ^{238}U ,
- ^{226}Ra ,
- ^{210}Pb .

Sont également présents de manière moins prépondérante :

- ^{228}Th ,
- ^{232}Th ,
- ^{228}Ra ,
- ^{235}U ,
- ^{152}Eu ,
- ^{154}Eu ,
- ^{241}Am ,
- ^{137}Cs .

La **concentration atmosphérique en radon dans les bâtiments doit être mesurée avant toute intervention** et, dans le cas où la concentration en radon est trop élevée, une ventilation adaptée avec filtres THE sera mise en place par le titulaire. La teneur maximale tolérée en radon sera calculée par la PCR de l'entreprise et validée par la PCR du site en fonction de la nature et du temps d'intervention.

Nota : La tenue minimale exigée pour entrer dans les bâtiments est la tenue papier ainsi que le port d'un Appareil de Protection des Voies Respiratoires Filtrant (APVRF).

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE LA MISSION

La mission se décompose en une tranche ferme composée de cinq phases et d'une tranche optionnelle. La tranche ferme est précédée d'une phase de préparation documentaire. Le titulaire peut, au regard de son expertise, être force de proposition pour mener à bien la mission.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui doit se conformer aux textes législatifs, réglementaires et autres documents en vigueur à la date du marché (liste non limitative le titulaire devra se soumettre au moment de l'exécution des prestations à l'ensemble de la réglementation en vigueur) et notamment ceux cités au § 1.1.

2.1 Phase de préparation documentaire

Cette phase de préparation documentaire décrite, d'une durée d'un mois et demi, est réalisée préalablement à la tranche ferme.

Lors de la phase préparatoire de chantier il est demandé au titulaire de rédiger tous les documents nécessaires à la réalisation des prestations. Préalablement au démarrage de la mission, le titulaire remet l'ensemble des documents prévus dans le présent paragraphe. Ces documents sont à remettre par le titulaire **au plus tard un mois** à partir de la date de la réunion de démarrage qui aura lieu conformément au § 6.2.

Le titulaire devra prendre en compte les éventuelles remarques que le Maître d'ouvrage (MO), l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), le chargé de la radioprotection du site ou le CSPS pourront avoir sur les documents remis. La phase de travaux ne pourra être enclenchée qu'une fois l'ensemble de ces documents validé par l'AMO. Au-delà de deux lectures successives, si un document présente encore des imperfections qui ne permettent pas de le valider, il est jugé irrecevable et fait l'objet d'une décision de rejet. Cette phase est estimée à 10 jours dont 5 jours pour la fourniture des documents par le titulaire. Le titulaire réalisera, avant le démarrage des opérations, une Visite d'Inspection Commune (VIC) avec le Coordonnateur SPS du site.

Note Radioprotection :

Les opérations liées à la radioprotection indiquées ci-après devront *a minima* apparaître dans cette note :

- Les données d'entrée et les hypothèses utilisées,
- La présentation succincte des opérations avec la durée d'intervention associée et leur localisation,
- L'Evaluation Dosimétrique Prévisionnelle (EDP) pour chaque opération (situations normale et incidentelle) et analyse de risques,
- Les conditions d'accès en zone (EPI et EPC, classification du personnel, temps d'intervention...),
- La présentation du Plan de Surveillance Radiologique (PSR) incluant notamment : nature et fréquence des contrôles, caractéristiques techniques des appareils et outils spécifiques utilisés, modalités de contrôles et suivi de l'état radiologique des locaux (mesures atmosphériques...), modalités de contrôles des matériaux avant diagnostic, moyens matériels prévus pour le contrôle radiologique et la protection du personnel intervenant, calculs et hypothèses utilisées pour le choix des EPI et les moyens de confinement, modalités de contrôles de sorties de zones pour le personnel, le matériel, les échantillons et les déchets,
- L'organisation de la radioprotection et notamment le rôle du Technicien Qualifié en Radioprotection (TQRP), et les habilitations radiologiques des intervenants pour intervenir en milieu contaminé.

La note de radioprotection doit comporter une étude ALARA, dans laquelle les dispositions prises pour limiter l'exposition des intervenants seront présentées. Le titulaire définira le scénario d'intervention le plus adapté en fonction de cette analyse ALARA.

Le titulaire prendra en compte les consignes générales de radioprotection du site qui seront fournies au démarrage de la prestation.

La note sera validée par l'AMO et la Radioprotection de Niveau 2 du site avant le démarrage des opérations.

Note déchets :

Cette note devra présenter *a minima* les éléments suivants :

- Un inventaire des déchets (primaires, induits et technologiques), précisant la nature et l'origine de chaque groupe de déchets et le prévisionnel associé,
- Les méthodes de contrôle radiologique et des appareils utilisés (avec démonstration de l'atteinte des limites de détection requises),
- Les modalités de gestion des déchets (tri, conditionnement, manutention, procédure de traçabilité...).

Nota : cette note devra présenter la méthodologie pour la gestion des déchets conventionnels et radioactifs.

Ces documents seront validés par l'AMO.

Modes opératoires détaillés :

Les modes opératoires et autres notes devront détailler de manière claire et précise les différentes opérations qui seront réalisées ainsi que les moyens humains et matériels mis en œuvre. Ces informations peuvent être décrites dans un (ou plusieurs) document(s) ; par exemple :

- Un mode opératoire relatif aux diagnostics amiante et plomb (avant travaux et démolition) et levée de doute, détaillant, entre autres :
 - La réalisation des repérages spécifiques à chaque zone ;
 - Les méthodologies de réalisation des prélèvements dans chaque bâtiment (intérieurs et extérieurs), en prenant en compte les différents niveaux de contamination et les contraintes associées à chacune des zones ;
 - Les méthodes de caractérisation prévues par le laboratoire visé en fonction de la nature des échantillons réalisés (matériau amiante, lingette plomb, revêtement plomb, revêtement de type peinture...) ;
 - Les moyens humains affectés à chaque tâche ;
 - Les méthodologies de contrôles radiologiques avant et après prélèvements ainsi que les conditionnements des échantillons ;
 - L'estimatif des déchets induits ;
 - L'analyse de risque amiante et plomb, la définition des EPI et EPC et les moyens de décontamination ;
 - L'analyse de radioprotection propre à l'intervention (identification des risques, calcul d'exposition, moyens de protections, ...).

Nota : Le nombre total de modes opératoires (génériques et spécifiques) est à la discrétion du titulaire pour la bonne exécution de ses prestations.

Le titulaire, en tant que sachant et expert dans le domaine, proposera la stratégie de diagnostic et d'échantillonnage qu'il juge la plus apte pour cartographier précisément la présence de matériaux amiantés dans le périmètre concerné.

Ces documents seront validés par l'AMO et la Radioprotection de Niveau 2 du site avant le démarrage des opérations.

Notes techniques :

Les notes suivantes devront être *a minima* présentées :

- Une note technique de justification du dimensionnement et d'exploitation de la ventilation des sas de chantier. Le Titulaire présentera la ventilation de chantier et justifiera son adéquation avec les opérations prévues par des calculs de remise en suspension. Il présentera et justifiera également dans cette note le dimensionnement des sas de confinement utilisés.
- Une note de calculs présentant les besoins en électricité pour la réalisation de la prestation,
- Une note décrivant les modalités d'envoi des échantillons au laboratoire conformément à l'ADR,
- Une note de dimensionnement du groupe d'air respirable (puissance électrique nécessaire et capacité du groupe d'air).

Nota : De manière générale, le titulaire fournira toute(s) autre(s) étude(s)/document(s) qu'il jugera nécessaire(s) à la réalisation des prestations.

Ces documents seront validés par l'AMO.

Le Plan d'Assurance de la Qualité Particulier (PAQP) :

Le titulaire rédigera un PAQP. Ce livrable pourra être mis à jour autant que de besoin en fonction des évolutions organisationnelles du Titulaire.

Ce document sera validé par l'AMO.

Liste des Documents Applicables (LDA) :

Le titulaire devra créer et mettre à jour une LDA répertoriant l'ensemble des documents associés aux interventions mentionnées aux § 2.2 et 2.3 et mentionnant *a minima* le titre, la référence, l'indice applicable, l'état et la date de validation.

Ce document est mis à jour autant que nécessaire au cours de la prestation et sera partagé lors des réunions de suivi mensuelles.

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) :

Le titulaire rédigera, conformément au Plan Général de Coordination du site, un PPSPS incluant une analyse des risques associés à chaque tâche :

- Dispositifs de prévention des risques,
- Les règles du chantier et leurs modalités d'application,
- EPI et EPC prévus,
- Consignes en cas d'accident (fiches réflexes).

Les informations à indiquer *a minima* dans le PPSPS sont données en Annexe 1.

Ce document sera validé par l'AMO et le Coordonnateur SPS du site. Il sera alimenté par la Visite d'Inspection Commune (VIC) à programmer au démarrage de la prestation.

2.2 Tranche Ferme : diagnostics amiante et plomb

Cette TF inclut les prestations de diagnostics amiante et plomb des anciens laboratoires Curie pendant une durée de 24 mois. Elle inclut cinq phases qui sont détaillées ci-après.

2.2.1 Phase 1 – Installation et préparation du chantier

L'installation et la préparation du chantier consistent à mettre en place la ventilation des locaux, le groupe d'air ainsi qu'à approvisionner le matériel et le consommable et de tout autre équipement nécessaire aux opérations du titulaire.

Les approvisionnements d'un groupe d'air, d'une ventilation et d'une balise aérosol feront l'objet des prix annoncés dans le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPU). Les prix associés seront levés lors de leur utilisation mais également pour la phase de préparation du chantier et la phase de repli. A noter que ces prix ne pourront en aucun cas être levés pour du matériel immobilisé et non utilisé.

Une base vie est présente sur le site et son accès sera laissé libre au titulaire au cours de ses différentes interventions. Un bureau sera laissé à la disposition du titulaire. Un état des lieux des locaux et installations mises à disposition sera réalisé au démarrage des prestations.

Cette phase de préparation de chantier est liée à la prise en compte des contraintes associées à chaque bâtiment et zones à investiguer. Cette phase est détaillée par le titulaire dans les documents préparatoires, elle permet de valider le démarrage des travaux avec une mise en état préalable des zones de travail (ventilation des bâtiments dû à la présence de radon) et la validation des conditions opératoires via des mesures de contamination atmosphérique des bâtiments (APA, Radhome). L'AMO et la radioprotection de niveau 2 du site valident la fin de cette phase qui conditionne le démarrage des opérations de la phase 2.

En complément, il pourra être demandé au titulaire de réaliser des mesures atmosphériques permettant d'évaluer la concentration en fibres/litre d'amiante présente dans l'air (définition du niveau d'empoussièrement) et/ou de plomb dans les bâtiments.

Ces éventuelles mesures atmosphériques pourront permettre si nécessaire, de valider la conformité des analyses de risque prévues par rapport à l'amiante et/ou au plomb avant intervention du titulaire dans les bâtis.

2.2.2 Phase 2 - Réalisation des repérages amiante et plomb

Phase 2.1 : Levée de doute "Amiante" :

Lors du repérage amiante avant travaux réalisé en 2019, certains Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante (MPCA) n'étaient pas accessibles du fait de l'encombrement des locaux, de la contamination de ces derniers ou encore de leur situation au sein d'un système (matériaux amiantés à l'intérieur d'appareil électrique par exemple).

Les sociétés de travaux qui interviennent sur le site dans le cadre de sa dépollution ont découvert des matériaux à suspicion amiante lors de ces opérations. En vue de traiter ces matériaux, il est nécessaire de savoir s'ils contiennent de l'amiante ou des FCR.

La liste des matériaux déjà identifiés sera transmise au titulaire lors de la passation du marché. Cette liste sera mise à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux et donnera lieu à une ou plusieurs campagnes de levée de doute.

Le titulaire, dans le cadre de sa mission devra réaliser les opérations nécessaires à l'identification et aux prélèvements des matériaux à suspicion amiante et FCR (inspection visuelle, cartographie, prélèvements, mesures d'empoussièrement, etc.). A noter que les matériaux amiantés et FCR devront être clairement identifiables (marquage, logo...).

Les opérations seront réalisées *a minima* en tenue papier et APVRF. Et selon l'analyse de risque réalisée par vos soins, ces opérations pourront être réalisées en Tenue Etanche Ventilée (TEV).

Dans le cadre de cette mission, il est demandé au titulaire d'apporter une contre-expertise vis-à-vis du repérage réalisé en 2019. Le titulaire réalisera un diagnostic contradictoire dans les locaux n'ayant pas encore été traités ou étant en cours de traitement afin d'identifier le plus en amont possible d'éventuels matériaux contenant de l'amiante et des FCR.

Le titulaire réalisera ces opérations conformément aux modes opératoires et aux règles de radioprotection énoncées dans sa note de radioprotection.

A l'issue d'une campagne de levée de doute, un rapport de repérage ainsi qu'un rapport d'intervention seront à remettre à l'AMO sous un mois conformément aux § 6.7 et 6.8.

Nota : La fourniture des moyens d'accès (échafaudage, nacelle, ligne de vie provisoire...) est à la charge du titulaire.

Phase 2.2 : Levée de doute "Plomb" :

Les sociétés de travaux qui interviennent sur le site dans le cadre de sa dépollution sont susceptibles de découvrir des matériaux pouvant contenir du plomb. En vue de traiter ces matériaux, il est nécessaire de savoir s'ils contiennent ou non du plomb.

Une liste des matériaux susceptibles de contenir du plomb sera mise à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Cette liste sera transmise au titulaire et donnera lieu à une ou plusieurs campagnes de levée de doute.

Le titulaire, dans le cadre de sa mission devra réaliser les opérations nécessaires à l'identification et aux prélèvements des matériaux susceptibles de contenir du plomb.

Le titulaire réalisera ces opérations conformément aux modes opératoires et aux règles de radioprotection énoncées dans sa note radioprotection.

A l'issue d'une campagne de levée de doute, un rapport de repérage ainsi qu'un rapport d'intervention seront à remettre à l'AMO sous un mois conformément aux § 6.7 et 6.8.

Nota : La fourniture des moyens d'accès (échafaudage, nacelle, ligne de vie provisoire...) est à la charge du titulaire.

Phase 2.3 : Diagnostic Amiante Avant Travaux :

Dans le cadre d'un futur marché de diagnostic radiologique et chimique, le titulaire réalisera un Diagnostic Amiante Avant Travaux (DAAT).

Le diagnostic radiologique et chimique portera sur l'ensemble des bâtiments du site et comportera des étapes de carottage dans les murs, les sols et les plafonds. L'ensemble des éléments du bâti (intérieurs et extérieurs), ainsi que les équipements restants, feront l'objet du repérage.

Le titulaire, dans le cadre de sa mission, devra réaliser les opérations nécessaires à l'identification et aux prélèvements des matériaux contenant de l'amiante et des FCR susceptibles d'être rencontrés lors de ce diagnostic radiologique et chimique (inspection visuelle, cartographie, prélèvements, mesures d'empoussièrement, etc.).

En cas de présence d'amiante, le titulaire évalue l'état de conservation et établit des préconisations. Lorsqu'un doute subsiste sur la nature de ces revêtements, matériaux et produits, plusieurs prélèvements représentatifs sont à effectuer par le titulaire. Les lieux de prélèvements seront identifiés par un marquage (collage étiquette avec référence du prélèvement, bombe de peinture...). Ils seront photographiés et repérés dans les rapports. Les prélèvements seront effectués sur la totalité de l'épaisseur du matériau impactée par les travaux en distinguant chaque couche. En cas de perçage complet d'un voile donnant sur l'extérieur, un rebouchage sera réalisé par le titulaire afin de maintenir le confinement des matières radioactives à l'intérieur des bâtiments.

Le titulaire réalisera ces opérations conformément aux modes opératoires et aux règles de radioprotection énoncées dans sa note radioprotection.

A l'issue du diagnostic, un rapport de repérage ainsi qu'un rapport d'intervention seront à remettre à l'AMO sous un mois conformément aux § 6.7 et 6.8.

Nota : La fourniture des moyens d'accès (échafaudage, nacelle, ligne de vie provisoire...) est à la charge du titulaire.

Phase 2.4 : Diagnostics Plomb Avant Travaux :

Dans le cadre d'un futur marché de diagnostic radiologique et chimique, le titulaire réalisera un Diagnostic Plomb Avant Travaux (DPAT).

Le diagnostic radiologique et chimique portera sur l'ensemble des bâtiments du site et comportera des étapes de carottage dans les murs, les sols et les plafonds. L'ensemble des éléments du bâti (intérieurs et extérieurs), ainsi que les équipements restants, feront l'objet du repérage.

Le titulaire, dans le cadre de sa mission, devra réaliser les opérations nécessaires à l'identification et aux prélèvements des matériaux contenant du plomb susceptible d'être rencontré lors de ce diagnostic radiologique et chimique.

Le titulaire réalisera ces opérations conformément aux modes opératoires et aux règles de radioprotection énoncées dans sa note radioprotection.

A l'issue du diagnostic, un rapport de repérage ainsi qu'un rapport d'intervention seront à remettre à l'AMO sous un mois conformément aux § 6.7 et 6.8.

Nota : La fourniture des moyens d'accès (échafaudage, nacelle, ligne de vie provisoire...) est à la charge du titulaire.

Phase 2.5 : Dossier Technique Amiante et Plomb

Le titulaire dans le cadre de sa mission devra créer et tenir à jour un dossier technique amiante et un dossier technique plomb. Les modalités relatives à ces dossiers sont mentionnées au § 6.7.

Nota : Dans son offre, le titulaire sera force de proposition sur la méthodologie de réalisation des repérages.

2.2.3 Phase 3 – Repli partiel de chantier

A l'achèvement d'une campagne de levée de doute, le titulaire procèdera au rangement et à la mise en sécurité de la zone d'intervention. Il pourra également procéder à l'évacuation, après contrôles radiologiques, du matériel non utilisé.

Pour rappel, le matériel immobilisé et non utilisé sur le site ne pourra pas faire l'objet d'une levée de prix du BPU.

2.2.4 Phase 4 – Repli final de chantier

Lors de cette phase le titulaire procèdera à la remise en état des zones investiguées conformément à l'état initial, il veillera à ce que les opérations réalisées n'aient pas engendré une modification du zonage radiologique initial.

A la fin du chantier, le titulaire évacuera, après contrôles radiologiques, le matériel utilisé pour la réalisation du chantier. Le titulaire en charge de la radioprotection du site réalisera un contrôle de radioprotection de niveau 2 avant évacuation. Le titulaire se devant de protéger autant que de besoin son matériel, aucun dédommagement ne sera versé en cas de contamination du matériel, qui devra être par ailleurs conditionné et évacué aux frais du titulaire à l'ANDRA.

Les déchets conventionnels générés par le titulaire devront être évacués après réalisation d'un contrôle de niveau 2 et les déchets radiologiques conditionnés seront entreposés conformément à la demande du MO et de son assistant.

Le MO et son assistant se réservent le droit de faire une visite sur site à la fin du chantier pour évaluer la bonne remise en état des lieux. Les dégradations constatées comme étant de la responsabilité du titulaire feront l'objet de travaux de remise en état à la charge et supportés par le titulaire.

2.2.5 Phase 5 - Compilation des documents et rédaction du rapport de fin d'intervention (RFI)

Lors de cette dernière phase, le titulaire remettra à l'AMO l'intégralité des documents produits et présents dans la LDA ainsi que le RFI conformément au § 6.9. Ces documents seront remis sur un disque dur externe sous un mois après la fin de l'exécution du marché.

La réception du marché ne pourra être réalisée qu'après validation des documents finaux par l'AMO.

2.3 Tranche optionnelle 1 : Diagnostic Amiante Avant Démolition (DAAD) et Diagnostic Plomb Avant Démolition (DPAD)

Cette TO1 inclut les prestations de diagnostics amiante et plomb avant démolition pendant une durée de 6 mois et sera réalisée pendant la durée de la TF.

A noter qu'une phase d'installation et de préparation du chantier (cf. § 2.2.1) n'est pas prévue dans cette tranche, puisque cette dernière sera déjà réalisée dans la TF. Il en est de même pour les phases de repli final (cf. § 2.2.4) et de compilation des documents (cf. § 2.2.5).

Dans le cadre de la réhabilitation du site, le titulaire réalisera un Diagnostic Amiante Avant Démolition (DAAD) et un Diagnostic Plomb Avant Démolition (DPAD).

Dans cet optique, le titulaire dans le cadre de sa mission devra réaliser les opérations nécessaires à l'identification et aux prélèvements des matériaux, contenant de l'amiante, des FCR et du plomb, susceptibles d'être rencontrés lors de la démolition des bâtiments (inspection visuelle, cartographie, prélèvements, mesures d'empoussièrement, etc.).

En cas de présence d'amiante, de FCR et de plomb, le titulaire évalue l'état de conservation et établit des préconisations. Lorsqu'un doute subsiste sur la nature de ces revêtements, matériaux et produits, plusieurs prélèvements représentatifs sont à effectuer par le titulaire. Les lieux de prélèvements seront identifiés par un marquage (collage étiquette avec référence du prélèvement, bombe de peinture...). Ils seront photographiés et repérés dans les rapports. Les prélèvements seront effectués sur la totalité de l'épaisseur du matériau impactée par les travaux en distinguant chaque couche. En cas de perçage complet d'un voile donnant sur l'extérieur, un rebouchage sera réalisé par le titulaire afin de maintenir le confinement des matières radioactives à l'intérieur des bâtiments.

Le titulaire réalisera ces opérations conformément aux modes opératoires et aux règles de radioprotection énoncées dans sa note radioprotection.

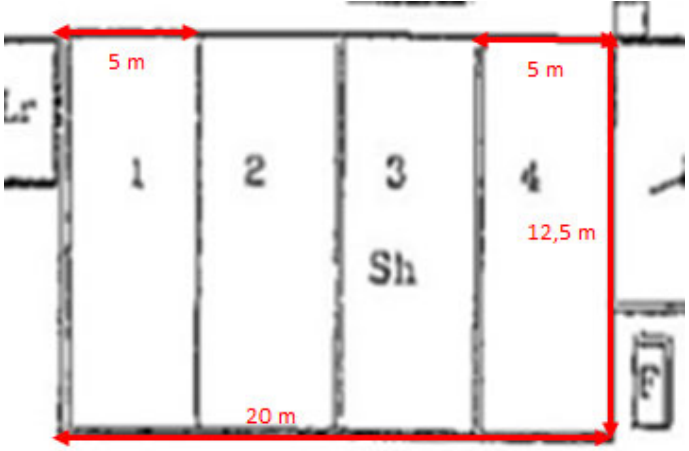
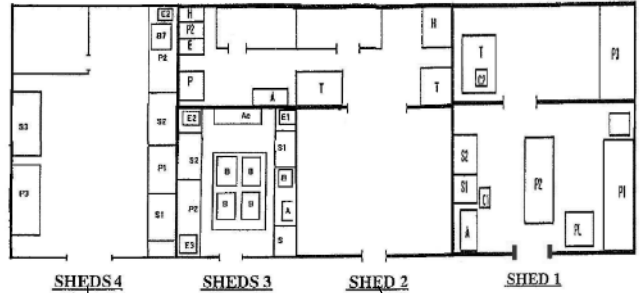
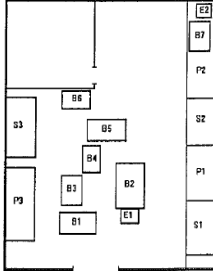
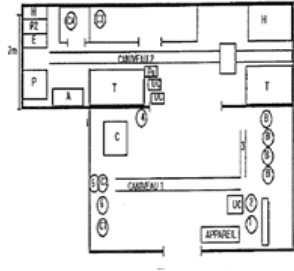
A l'issue du diagnostic, les rapports de repérage amiante et plomb ainsi qu'un rapport d'intervention seront à remettre à l'AMO sous un mois conformément aux § 6.7 et 6.8.

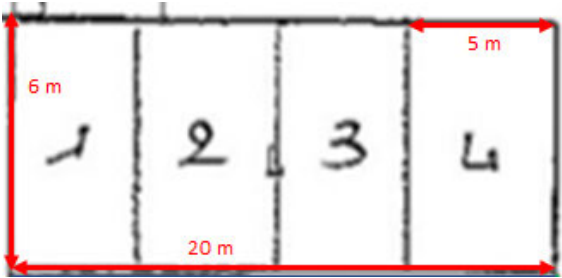
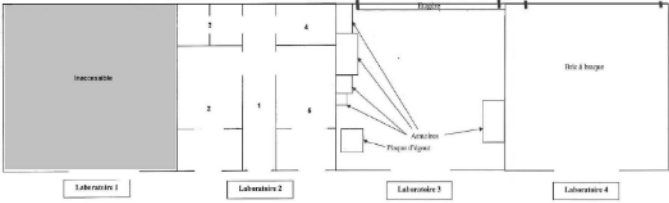
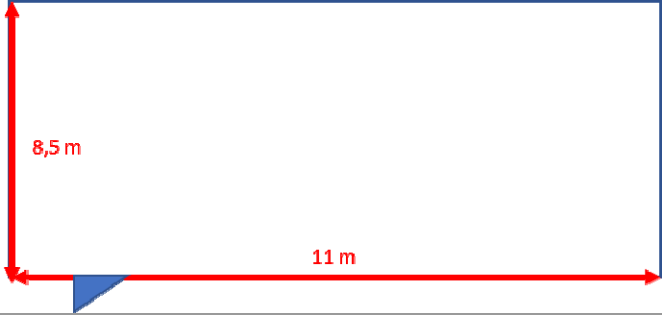
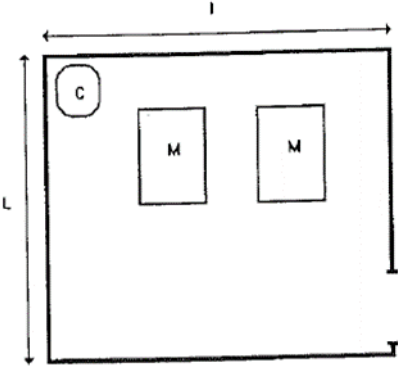
Le titulaire aura également à sa charge la mise à jour des dossiers technique amiante et plomb.

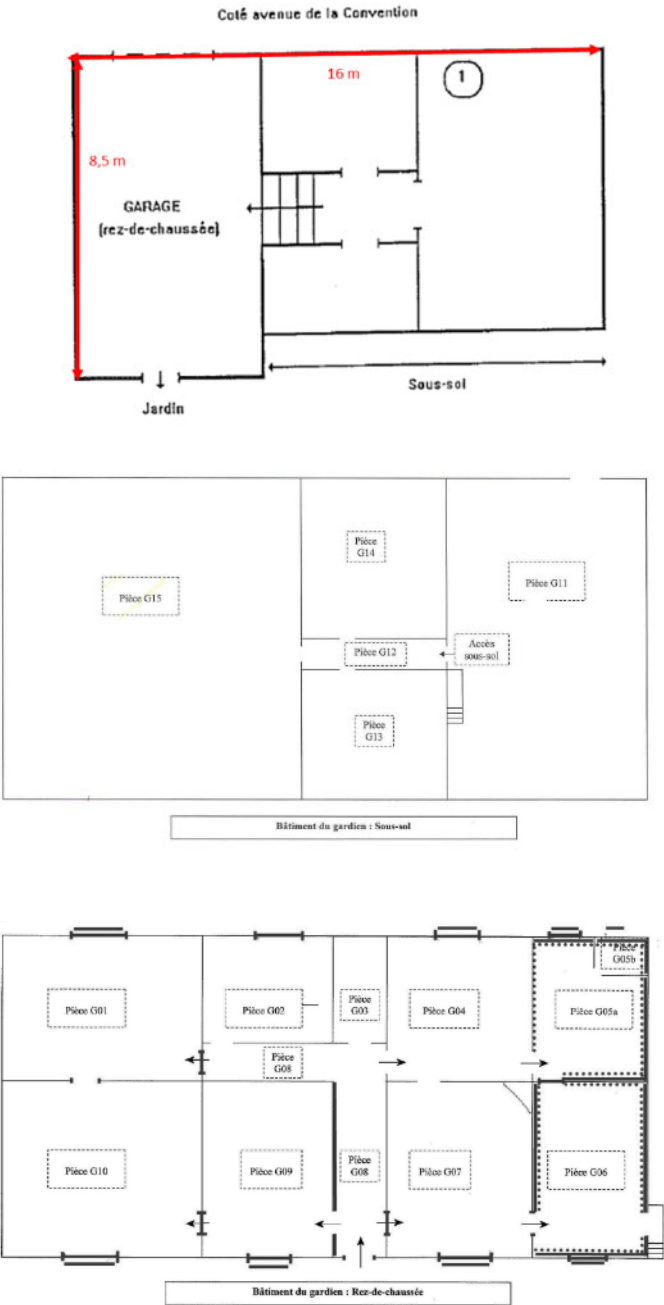
Nota : La fourniture des moyens d'accès (échafaudage, nacelle, ligne de vie provisoire...) est à la charge du titulaire.

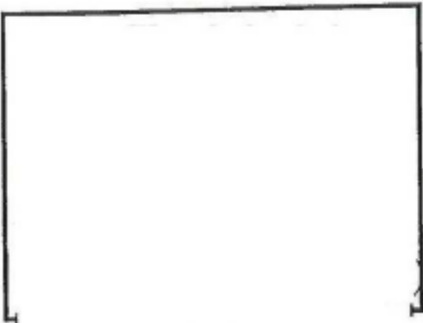
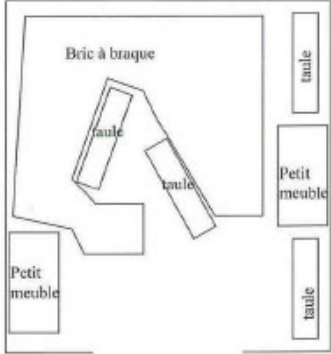
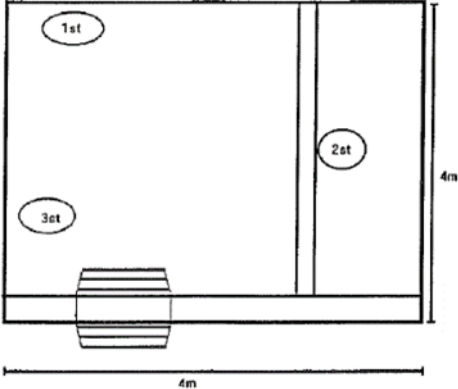
2.4 Périmètre de la mission

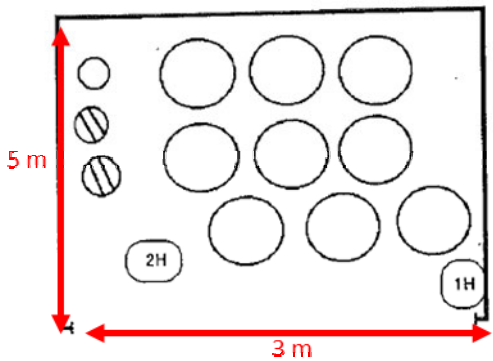
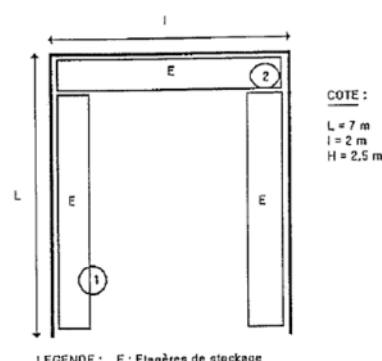
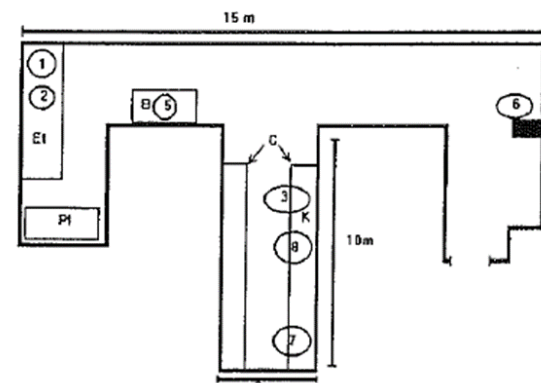
Le périmètre d'investigation concerne l'ensemble des bâtiments identifiés au § 1.3 hormis le poste électrique et la base vie. Les caractéristiques du bâti à investiguer sont présentées dans le Tableau 1 ci-après.

Zone à investiguer	Caractéristiques / Encombrement	Plans disponibles
<p>4 Sheds (S1, S2, S3, S4)</p>	<p>Plafonds hauts, zones encombrées et contaminantes</p> <p>Concentration radon élevée ventilation à prévoir</p>	  <p>LEGENDE:</p> <p>Ac: Armoire Ac: Armoire de stockage de produits chimiques B: Boîte à gants E: Evier P: Paillasson S: Serbonne Sph: Serbonne plombée</p> <p>LEGENDE:</p> <p>T: Table de travail P: Paillasson C: Coffre S: Serbonne A: Armoire PL: Placard</p>  <p>LEGENDE:</p> <p>B: Boîte à gants E: Evier P: Paillasson S: Serbonne</p>  <p>LEGENDE:</p> <p>HC: Hôte BAC: Boîte à gants C: Cuvette A: Armoire de stockage de produits chimiques B: Serbonne UC: Ultra centrifugeuse PC: Puits</p>

Zone à investiguer	Caractéristiques / Encombrement	Plans disponibles
4 Laboratoires (L1, L2, L3, L4),	Laboratoire 3 encombré difficilement accessible Laboratoires 1, 2 et 4 peu encombrés	 
Réfectoire (R)	Pièce encombrée	
Local Diesel (D)	Peu encombré	 <p>COTE : L = 3 m I = 3 m H = 3 m</p>

Zone à investiguer	Caractéristiques / Encombrement	Plans disponibles
<p>Maison du gardien (M)</p>	<p>15 pièces répertoriées Encombrement faible</p>	 <p>Coté avenue de la Convention</p> <p>16 m</p> <p>8,5 m</p> <p>GARAGE (rez-de-chaussée)</p> <p>Jardin</p> <p>Sous-sol</p> <p>Pièce G15</p> <p>Pièce G14</p> <p>Pièce G11</p> <p>Pièce G12</p> <p>Pièce G13</p> <p>Accès sous-sol</p> <p>Bâtiment du gardien : Sous-sol</p> <p>Pièce G01</p> <p>Pièce G02</p> <p>Pièce G03</p> <p>Pièce G04</p> <p>Pièce G05a</p> <p>Pièce G05b</p> <p>Pièce G10</p> <p>Pièce G09</p> <p>Pièce G08</p> <p>Pièce G07</p> <p>Pièce G06</p> <p>Bâtiment du gardien : Rez-de-chaussée</p>

Zone à investiguer	Caractéristiques / Encombrement	Plans disponibles
		 <p>GARAGE 2</p>
Garage (G)	Zone très encombrée	 <p>GARAGE</p>
Local de stockage de produits chimiques (St)	Zone très encombrée	<p><u>PLAN DU LOCAL STOCKAGE (St)</u></p> 

Zone à investiguer	Caractéristiques / Encombrement	Plans disponibles
<p align="center">Hangar (H)</p>	<p align="center">Encombrement faible</p>	<p align="center">PLAN DU HANGAR (H)</p> 
<p align="center">Cabane (C)</p>	<p align="center">/</p>	<p align="center">PLAN DE LA CABANE (C)</p>  <p align="right">COTE : L = 7 m l = 2 m H = 2,5 m</p> <p align="center">LEGENDE : E : Etagères de stockage</p>
<p align="center">Souterrain (So)</p>	<p align="center">/</p>	 <p align="center">LEGENDE : Pl : Placard Et : Etagères B : Boîte à gants K : Position du coffre K C : Coffres</p>

Zone à investiguer	Caractéristiques / Encombrement	Plans disponibles
<p>Bâtiment principal (Bp)</p>	<p>26 pièces répertoriées sur 4 niveaux (Sous-sol à R+2)</p>	 <p>COTE AVENUE DE LA CONVENTION</p> <p>SOUS-SOL</p> <p>REZ-DE-CHAUSSEE</p> <p>Bâtiment principal : Plan du 1^{er} étage</p>

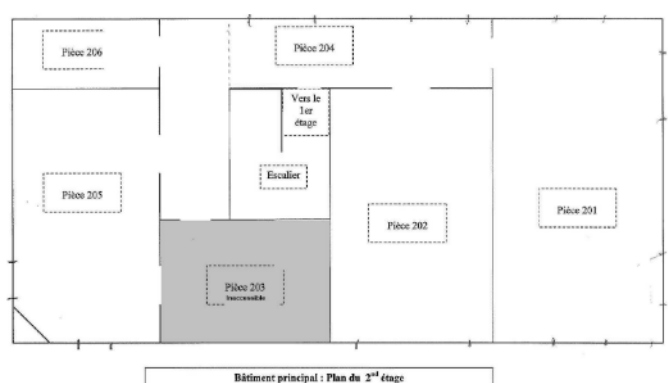
Zone à investiguer	Caractéristiques / Encombrement	Plans disponibles
		
Local de repli (Lr)	Vide	/
Puit	/	/
Ventilation Sheds (V)	/	/

Tableau 1 : Caractéristiques du bâti à investiguer

2.5 Limite de fournitures

A la charge du titulaire :

- L'ensemble des livrables tels que demandés à l'article 2 du présent CCP,
- L'obligation de conseil envers le MO et son assistant,
- Les mesures réglementaires liées à la prestation de diagnostic,
- Les équipements de protection individuelle (EPI) et collectif (EPC) pour l'ensemble du personnel intervenant pour son compte (casques, chaussures de sécurité, gilets fluo, gants nitriles, gants de manutention et gants chimiques, combinaisons jetables, tenue étanche ventilée, lunettes de protection, masques et cartouches spécifiques, ...),
- L'ensemble du consommable nécessaire à la réalisation de ses prestations (tenues d'intervention, flacons de prélèvements, sacs déchets, frottis, filtres, ...),
- L'ensemble des moyens nécessaires à la réalisation des repérages amiante et plomb (ventilation, dispositif de confinement, dispositif pour le travail en hauteur ou pour accéder aux toitures, matériel de prélèvement, matériel spécifique au diagnostic, ...),
- Les moyens de décontamination et la gestion des eaux en tenant compte des contraintes radiologiques,
- La mise en place de balisage de la zone d'emprise du chantier, la signalétique réglementaire du chantier et des zones confinées,
- Les moyens de levage et de manutention nécessaires aux opérations,
- Les moyens d'accès (échafaudage, nacelle, ligne de vie provisoire...),
- Les analyses radio-toxicologiques pour chaque opérateur intervenant dans les bâtiments (si demandées par le médecin du travail conformément au § 6.11),

- La radioprotection de niveau 1 (personnel et matériel),
- Le matériel relatif à la radioprotection (contaminamètre, radiamètre, balise atmosphérique, ...),
- La dosimétrie passive,
- La préparation et prestation de transport des échantillons vers le laboratoire (classement, emballage de transport et transport),
- La gestion des échantillons en déchets par le(s) laboratoire(s) d'analyses ou à défaut par le titulaire.
- Les emballages (sacs déchets amiante, sacs déchets conventionnel),
- Les conditionnements d'échantillons,
- Les étiquettes et les emballages de transport,
- Le tri, le conditionnement et l'évacuation après contrôle niveau 1 et 2 des déchets conventionnels,
- Le tri, le conditionnement et le transfert des déchets produits jusqu'à la zone d'entreposage définie par l'AMO et la société en charge de la gestion des déchets radioactifs,
- L'approvisionnement, l'installation, et le repli de tous les matériels du titulaire,
- Tous les équipements électriques en aval des coffrets de chantier,
- La maintenance et les contrôles réglementaires des équipements et matériels appartenant au titulaire,
- Tous les PV de contrôles périodiques du matériel,
- Les moyens d'éclairage portatifs appropriés à la réalisation de l'ensemble de la prestation (mâts, projecteurs, ...),
- Une connexion Internet sur Site.

A la charge du Maître d'Ouvrage :

- La dosimétrie opérationnelle,
- La radioprotection de niveau 2,
- La Base Vie (bureau, réfectoire, vestiaires, sanitaires),
- La zone d'entreposage de déchets et de matériels,
- Les utilités (électricité, eau).

2.6 Planning projet

La phase de préparation démarrera début janvier 2022 pour une durée d'un mois et demi.

La tranche ferme débutera suite à la phase de préparation (mi-février 2022) pour une durée de 24 mois maximum. A noter que la réalisation des prestations sera optimisée afin d'éviter les périodes d'interruption entre les différents chantiers associés à une zone ou bâtiment.

La Tranche Optionnelle 1 sera réalisée durant l'exécution de la tranche ferme pour une durée de 6 mois maximum.

Les modalités liées aux délais et aux dates de début d'exécution de chaque tranche (y compris la phase de préparation) sont données au § 6.3.

ARTICLE 3 – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALE

3.1 Pouvoir Adjudicateur

État - Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports, Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation,

3.2 Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Monsieur le Recteur de l'Académie de Créteil

4, rue Georges Enesco, 94010, Créteil.

3.3 Coordonnateur SPS

Le titulaire de la mission de Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) est :

BTP Consultants

1 place Charles de Gaulle, 78180 Montigny-le-Bretonneux

Le Coordonnateur pour cette opération est M. Fabien TORTI.

3.4 Assistance à Maitrise d'Ouvrage

L'assistant à la maîtrise d'ouvrage en charge des études est le Groupement CURIUM-DAHER dont CURIUM est le mandataire :

CURIUM
247 Allée des Frênes
69700 MONTAGNY

DAHER TECHNOLOGIES
15 Avenue du Hoggar
91 940 LES ULIS

3.5 Sous-Traitance

Lorsqu'il ne dispose pas de tous les moyens et de toutes les compétences pour exécuter les différentes prestations de son marché, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve :

- De l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'Ouvrage,
- De l'agrément par le Maître d'Ouvrage des conditions de paiement de chaque sous-traitant,
- De ne pas attribuer la totalité du marché aux sous-traitants,

Ces dispositions sont applicables quel que soit le rang de la sous-traitance. Tout intervenant qui n'est pas un salarié ou un associé du titulaire ou d'un sous-traitant ayant bénéficié d'une acceptation telle que mentionnée ci-dessus, doit être déclaré au maître d'ouvrage selon les modalités du présent article, car il a le statut de sous-traitant.

Enfin, le maître d'ouvrage peut refuser toute sous-traitance, quel que soit son rang, qui viserait à couvrir un prêt de main d'œuvre à but lucratif.

Sous-traitant désigné lors de la signature du marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans l'annexe jointe à l'acte d'engagement (imprimé DC4). L'utilisation de cet imprimé est rendue obligatoire dans le cadre du présent marché.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'article R2193-1 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens, références et compétences) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 11 ci-après ;
- L'inscription à un registre du commerce de la profession.

Désignation des sous-traitants en cours d'exécution du marché

Pour les sous-traitants désignés en cours d'exécution du marché, l'Acte Spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration de sous-traitance.

Le titulaire utilise obligatoirement à cet effet l'imprimé DC4.

Il indique en outre pour les sous-traitants payés directement :

- La définition et la consistance précise des prestations sous traitées ;
- Le montant de la prestation sous traitées ;
- Le compte à créditer (relevé d'identité bancaire ou postal) ;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 à 62 du code de la commande publique ;
- Le comptable assignataire des paiements.

L'Acte Spécial (DC4) est accompagné d'un dossier administratif composé comme suit :

Les renseignements exigés par l'article R2193-3 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 complété comme suit :

- La déclaration du sous-traitant concernant son identification, sa situation financière, ses moyens, références et qualifications (imprimé DC 2) dûment remplie avec signature et tampons originaux ;
- L'état annuel des certificats reçus (imprimé NOTI2) (en relation avec les cases cochées du paragraphe D de la déclaration du candidat) certifié conforme ;

Ou les documents suivants :

- Certificats fiscaux (modèles 3666 volets 1/2/3/4—paiement IR ou IS, paiement TVA, déclarations BIC/BNC/BA/IS/TVA, déclaration personnelle du titulaire ou de l'associé) ;

Et

- Certificats sociaux (URSSAF ou caisse générale, mutualité sociale agricole, caisse maladie obligatoire, caisse vieillesse obligatoire, caisse congés payés) ;
- Les attestations d'assurance en responsabilité civile, valides à la date de démarrage des prestations, certifiées conformes ;
- Inscription au registre des métiers, extrait K bis ;
- Certificats de qualifications professionnelles et/ou dossier de références similaires détaillées récentes avec attestations de pouvoirs adjudicateurs sur leur savoir-faire ;
- Un relevé d'identité bancaire ou postal.

Le dossier administratif et l'acte spécial sont communiqués en 2 exemplaires dont 1 original au représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) : cette communication ne préjuge pas de la recevabilité des pièces ni de l'agrément du sous-traitant. Dans le cadre de la mise au point du dossier administratif et de l'acte spécial d'un sous-traitant, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire de compléter ou modifier un dossier qui se révélerait insuffisant et annuler le délai d'instruction jusqu'à l'obtention d'un dossier recevable.

Le titulaire ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son marché, ni en faire apport à une société ou à un groupement, sans autorisation expresse du représentant du pouvoir adjudicateur. Par ailleurs, aucun sous-traitant quel que soit son rang, ne peut intervenir sur l'opération sans acceptation préalable du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire doit proposer l'acte spécial en respectant les dispositions :

- De l'article L. 235-7 de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ;
- De l'article R. 238-30 du décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifiant le Code du Travail et relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'acte spécial est présenté à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur dans des délais permettant la compatibilité entre les exigences des textes mentionnés ci-dessus et les délais de réalisation de la mission. Il est rappelé qu'en application de l'article R2193-4 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le Maître d'Ouvrage dispose de 21 jours pour faire part de son avis sur le sous-traitant proposé et ses conditions de paiement. Ce délai court à compter de la réception d'un dossier recevable et respectant le contenu énoncé ci-dessus.

Dispositions communes relatives à la sous-traitance

La sous-traitance de second ordre ou d'ordre supérieur n'est pas autorisée dans le cadre du présent marché.

Le titulaire propose des sous-traitants de premier rang ayant les compétences techniques et équivalentes aux qualifications requises dans le cadre de la mission confiée, disposant d'une main-d'œuvre de qualification suffisante, d'un effectif adapté et de moyens d'études permettant de répondre valablement aux attentes et objectifs de la maîtrise d'ouvrage dans le cadre du présent marché.

La sous-traitance n'est pas acceptée lorsqu'elle se résume à un prêt ou une mise à disposition de main d'œuvre.

Si le sous-traitant de premier rang ne dispose pas de la main-d'œuvre ou des moyens humains nécessaires à exécuter la totalité de la prestation sous-traitée, le titulaire :

- Répartit l'exécution de cette prestation entre 2 sous-traitants de premier rang ;
- Recherche un autre sous-traitant disposant des moyens suffisants.

Tout sous-traitant doit être autorisé par le maître d'ouvrage, par écrit et préalablement à toute exécution de prestations, à intervenir dans le cadre du présent marché.

La sous-traitance n'est pas acceptée lorsqu'elle se résume à un prêt ou une mise à disposition de main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance, les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 susvisée, ainsi que les prescriptions techniques et les prescriptions administratives concernant les sous-traitants figurant au présent marché.

En complément des cas prévus par le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose du droit de refuser un sous-traitant, en raison d'une insuffisance de moyens techniques ou financiers, de compétences ou de références ou parce que son intervention relèverait de prêt de main d'œuvre.

Lorsqu'un sous-traitant contrevient aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire s'expose aux mesures prévues à l'article 7.8 du présent CCP et en outre, le représentant du pouvoir adjudicateur peut annuler l'acceptation dont a bénéficié le sous-traitant concerné.

Toute personne, non salariée, intervenant pour le compte d'un membre du groupement ou toute société intervenant dans l'exécution du marché, sans faire partie du groupement, constitue un sous-traitant.

3.6 Dispositions administratives générales

Mode d'attribution du marché

L'attribution du présent marché résulte d'une mise en concurrence selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux articles R2121-1, R2124-1 et 2 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Le marché est soumis aux dispositions de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant du CCAG-Prestations Intellectuelles (PI) [35], ainsi que des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le titulaire fournit les documents demandés dans les conditions fixées à ces articles tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D8254-3 et D8254-4 du Code du Travail, et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage et à son AMO la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2. Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°.....du.....
ayant pour objet
.....*

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du présent CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

Cadre réglementaire pour la protection des personnes travaillant sous rayonnements ionisants

Le titulaire est tenu de respecter les textes concernant la protection générale des personnes et des travailleurs contre le danger des rayonnements ionisants ainsi que les différents risques liés aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure.

Notamment en respectant les articles L. 4451 à L. 4451-2 ; L. 4521-1 à L.4523-9 et R. 4451 à R.4451-144 ; R.4511-1 à R. 4511-11 du code du travail, l'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels un plan de prévention est prévu et les articles L. 1333-1 à L. 1333-20 ; R. 1333-1 à R. 1333-12 du code de la santé publique.

Clause de confidentialité – Mesures de sécurité

Le titulaire est tenu au secret professionnel. L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et à tous ses sous-traitants. Elle s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché.

Cette obligation s'applique au contenu des documents ou des informations qui seraient transmis au titulaire et à tous les renseignements de quelque nature et sur quelque support que ce soit dont le titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire ne peut en aucun cas diffuser les documents recueillis ou élaborés dans le cadre du présent marché sans autorisation du maître d'ouvrage.

Aucune transmission électronique de ces documents ne peut être effectuée sans autorisation expresse du maître d'ouvrage.

Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou plusieurs marchés négociés en application de l'article R2122-7 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Propriété industrielle ou commerciale

L'entrepreneur garantit le pouvoir adjudicateur contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du marché. Il appartient alors à l'entrepreneur d'obtenir à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires, le pouvoir adjudicateur ayant le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder par qui bon lui semble à toutes les réparations nécessaires.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'Engagement (AE),
2. Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
3. Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPU),
4. Le Détail Estimatif (DE),
5. Le mémoire technique remis par le candidat, opposable uniquement au titulaire.

Le titulaire est réputé connaître les documents généraux avec toutes les mises à jour ou parution nouvelle des documents ci-dessus avant le commencement de sa mission faisant l'objet du présent article et reconnaître qu'il en a une connaissance parfaite par le seul fait de déposer l'Acte d'Engagement. Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini au présent CCP.

Au titre des pièces générales fait partie du marché le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Prestations Intellectuelles (CCAG PI), défini par arrêté au 30 mars 2021[35].

Les pièces contractuelles désignées ci-avant qui constituent le marché sont complémentaires et forment un tout. Cependant, en cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué au paragraphe précédent.

ARTICLE 5 – PRIX DE LA PRESTATION

5.1 Forme des prix, mode de règlement

Les prestations réalisées par le titulaire au titre du présent marché sont rémunérées par application d'un prix global forfaitaire révisable couvrant l'ensemble des prestations de la mission qui lui est confiée. Ce prix est prévu dans le BPU.

Le prix forfaitaire comprend toutes les sujétions normalement prévisibles et nécessaires à l'exécution de la mission.

Il n'est prévu ni rabais ni indemnités de dédits.

Les prix sont révisables.

Les prestations du marché sont rémunérées en euros.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la réception des projets de décomptes périodiques.

5.2 Variation économique des prix

Les prix sont révisables selon les modalités fixées ci-après.

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres.

Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre. Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

Choix de l'index de référence

L'index de référence pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ingénierie ING (base 2010).

Cet index est publié sur le site de la Banque de Données Macroéconomiques de l'Insee (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>) et au Journal Officiel (<http://legifrance.gouv.fr/>).

Modalités de révision des prix

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + \{ 0,85 \times (I_m / I_0) \}$$

Dans laquelle :

- I_0 : index ingénierie du mois M_0 Études (mois d'établissement du prix).
- I_m : index ingénierie du mois m de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le Maître de l'Ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient de révision publié.

Le Maître de l'Ouvrage procède à la révision définitive :

1. Dès que les index correspondants sont publiés ;
2. Sur l'état d'acompte qui suit la publication de l'index définitif.

Pour les prestations pour lesquelles un délai d'exécution est fixé, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

T.V.A.

Sauf dispositions contraires, clairement stipulées, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. résultant de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 – MODALITES DE LA REALISATION DE LA MISSION

6.1 Modalités générales d'intervention

Le titulaire intervient dans les conditions générales fixées par le CCAG-PI [35].

Le titulaire désigne un responsable de mission au sein de son équipe, qui représente le titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. A ce titre, il coordonne les missions et il veille à leur exécution. Il est l'interlocuteur du Maître d'Ouvrage et de son assistant ; et dispose donc des pouvoirs et délégations suffisantes pour assumer ce rôle.

Le titulaire du marché utilise les moyens techniques d'investigation qu'il a décrit dans son offre et qu'il est nécessaire de mettre en place, à cet effet, le titulaire applique les méthodes les mieux adaptées au site et à ses diverses contraintes (EPI, EPC...).

Le titulaire contrôle la dosimétrie passive pour l'ensemble de ses collaborateurs prévus pour ces prestations.

Le titulaire du marché intervient de manière autonome sur le site. Ainsi, il s'assure de posséder le matériel technique nécessaire pour mener à bien ses missions en toute sécurité et en toute autonomie. Ces matériels ne sont en aucun cas fournis par le Maître d'Ouvrage. Le titulaire doit également intervenir avec ses moyens propres, en faisant éventuellement appel aux compétences d'un sous-traitant, mais sans avoir recours à des investigations étrangères à son marché, ni des moyens à mettre en place par le Maître d'Ouvrage autres que ceux spécifiés dans le présent marché. Le titulaire est responsable du matériel (matériel de mesure, petit outillage, ...) qu'il utilise au cours de sa mission. Si ce dernier est contaminé à l'issue de la prestation, il n'y aura aucun dédommagement du prestataire et le matériel sera éliminé par le titulaire et à ses frais en déchet radioactif.

Il pourra user des installations de la base-vie qui comprend des douches, sanitaires et réfectoire mis à disposition de l'ensemble des intervenants. L'entreprise demeure responsable du bon état des ouvrages, infrastructures, équipements, matériels et matériaux qui lui sont mis à disposition et encours les pénalités prévues à l'article 7.6 du CCP en cas de non-respect de cette consigne. Toutefois, aucun bureau de la base-vie ne sera mis à disposition du titulaire. L'accès au site est réglementé.

Le titulaire ne pourra en aucun cas intervenir sans la présence de la radioprotection de niveau 2 du site.

Le titulaire dans le cadre de ses missions doit prévoir des tenues de travail dédiées au site. Les tenues devront faire l'objet d'un contrôle niveau 1 et d'un contrôle niveau 2 avec édition d'un ACR avant de pouvoir sortir du site. Les opérateurs intervenants sur site devront arriver et partir du site en tenue civile.

La présente mission consiste en un repérage de matériaux et produits contenant de l'amiante et du plomb sur le site des Laboratoires Curie.

L'objectif de contribuer à l'analyse des risques générés par des travaux, conformément à l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Le titulaire doit respecter les règles de radioprotection énoncées par la société chargée du suivi de la radioprotection. La PCR du titulaire doit se mettre en relation avec la PCR du prestataire chargée du suivi de la radioprotection pour assurer le suivi dosimétrique des personnels. Le titulaire devra élaborer ses consignes de radioprotection intégrant les contrôles de niveau 1 à chaque saut de zone (les consignes de radioprotection générales du site seront remises au démarrage de la prestation).

En application de l'article R 4451-10 et 11 du Code du Travail, le titulaire procède à une analyse du poste de travail dans le cadre de l'évaluation des risques. A cet effet, le titulaire devra fournir entre autres une analyse de risques associés au chantier ainsi qu'un prévisionnel dosimétrique de la dose collective et individuelle susceptible d'être intégrée durant l'intervention. Ce prévisionnel est établi sur la base des données existantes et des informations transmises par la société chargée du suivi de la radioprotection du site.

Une visite du site est obligatoire durant la phase d'appel d'offre, cette visite sera organisée par l'AMO CURIUM-DAHER, accompagné d'une assistance en radioprotection. Le titulaire devra faire sa demande de visite au plus tard 10 jours ouvrés avant la remise de son offre.

6.2 Modalités relatives aux réunions

Le suivi d'exécution des prestations réalisées par le titulaire du présent marché fait l'objet de comptes rendus rédigés par le maître d'ouvrage ou son assistant à la suite des réunions suivantes :

- Une réunion de démarrage dont la tenue aura lieu au plus tard 5 jours ouvrés après la date de notification du marché ;
- Des réunions de chantier hebdomadaires ;
- Des réunions de présentation des résultats de fréquence mensuelle ;
- Des réunions exceptionnelles en cas de difficultés particulières.

La participation à toutes ces réunions de la personne responsable de mission susmentionnée, représentant le titulaire du présent marché est obligatoire et fait partie des sujétions intégrées dans les prix des différentes tâches.

Lors de la réunion de démarrage, le titulaire présentera, entre autres, les moyens mis en œuvre pour le bon déroulement de ses prestations, la liste des livrables, l'organisation de la prestation (organigramme notamment) etc.

Pour la réunion mensuelle, le titulaire devra présenter 2 jours avant la réunion son support de présentation et sous 2 jours après la réunion émettre le compte rendu de cette dernière.

En cas d'absence à ces réunions, le titulaire encourt les pénalités prévues au présent CCP.

6.3 Modalités relatives aux délais d'exécution et ordonnancement

Les délais d'exécution de chacune des tranches sont précisés dans l'Acte d'Engagement. Il est prévu une période de préparation dont le délai d'un mois et demi n'est pas inclus dans le délai de la tranche ferme.

Le délai d'exécution du marché est de 24 mois pour la tranche ferme et de 6 mois pour la tranche optionnelle 1. La tranche optionnelle 1 sera réalisée pendant la durée de la tranche ferme. Le début d'exécution de chaque tranche part de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations de la tranche considérée. A noter que le début d'exécution de la période de préparation partira à compter du 1^{er} jour ouvré suivant la date de notification du marché.

Les délais de chaque tranche sont réputés intégrer les délais liés au processus de suivi des documents et rapports ainsi que les délais de validation des documents produits. L'ordonnancement de projet ainsi que les prix forfaitaires remis par le candidat intègrent les sujétions générées par l'ensemble de ces dispositions.

Des délais spécifiques pour la réalisation de certaines prestations sont définis dans le CCP. En cas de non-respect de ces derniers, le titulaire encourt l'application des pénalités prévus au CCP.

En cas de difficulté particulière, le maître d'ouvrage pourra, sur demande motivée du titulaire, prolonger le délai d'exécution de la tranche. Cette décision de prolongement de délai du marché sera alors sans effet sur la rémunération du titulaire : elle ne générera ni pénalités, ni réfaction, ni prime, ni complément de rémunération.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie par ordre de service la fin de la période de préparation ou de la tâche considérée. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut refuser de mettre fin à la période de préparation ou d'une tranche tant qu'il estime que le titulaire n'a pas réalisé l'intégralité des prestations.

6.4 Processus de suivi des documents et rapports

Le titulaire adresse au Maître d'Ouvrage et à son assistant les documents et rapports prévus au titre des différentes tâches définies au CCP. L'AMO vérifie que les documents et rapports répondent aux stipulations prévues dans le marché.

A l'issue de ces vérifications, le maître d'ouvrage prononce le visa, l'ajournement ou le rejet des documents et rapports considérés.

Visa : L'AMO prononce le visa des documents et rapports s'ils correspondent aux stipulations prévues aux marchés et recueillent un avis favorable. Le visa ne libère pas le titulaire de ses responsabilités, notamment d'erreurs, d'inexactitudes ou de manquements aux règles de l'art qui n'auraient pas été signalés dans les avis ou les observations.

Ajournement : Le Maître d'Ouvrage ou son assistant prononce l'ajournement des documents et rapports, notamment dans les cas suivants :

1. Les études révèlent une nécessité d'investigations, d'études, et de diagnostics complémentaires,
2. Les opérations de vérification comprennent la présentation à des commissions administratives internes et externes dont les délais d'examen ou d'instruction ne sont pas maîtrisables,
3. Il est nécessaire de compléter ou d'approfondir avec le titulaire des aspects particuliers, de faire corriger des imperfections ou imprécisions des documents concernés.

La décision d'ajournement fixe un délai ou une échéance au titulaire pour fournir les éléments complémentaires pour poursuivre la ou les prestations de la tâche concernée. L'ajournement est sans effet sur la rémunération du titulaire : il ne génère ni pénalités, ni réfaction, ni prime, ni complément de rémunération. En revanche, en cas de dépassement de l'échéance fixée dans la décision d'ajournement, le titulaire encourt des pénalités identiques à celles figurant à l'article 7.2 du présent CCP.

Rejet : Lorsque le Maître d'Ouvrage ou son assistant juge que les documents ou rapports remis au titre d'une tâche appellent des réserves et des observations telles qu'il ne lui paraît pas possible d'en prononcer ni l'acceptation, ni l'ajournement, il prononce une décision de rejet.

Le titulaire dispose d'un délai de sept jours calendaires pour présenter ses observations, passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du Pouvoir Adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de 15 jours pour notifier une nouvelle décision.

Délais de visa, d'ajournement ou de rejet : Le délai maximal dans lequel le Maître d'Ouvrage ou son assistant doit prononcer le visa, l'ajournement ou le rejet des documents ou rapports prévus dans les différentes tâches composant la mission du titulaire est fixé à 2 mois pour chacun des documents ou rapports. Ce délai court à compter de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage des documents d'études sous format électronique à vérifier. Il peut être prolongé par décision Maître d'Ouvrage en fonction des consultations que le Maître d'Ouvrage doit opérer dans le cadre des opérations de vérification.

6.5 Journal de bord

Le titulaire tiendra un journal de bord tout au long du chantier qui sera transmis de façon journalière à l'AMO. Ce journal décrira les opérations du jour réalisées, les résultats du jour (mesures radiologiques, amiante et plomb), les potentielles difficultés rencontrées ainsi que les opérations prévues pour le lendemain.

6.6 Modalités relatives aux rapports de repérage amiante et plomb

Amiante :

A l'achèvement d'une campagne de levée de doute et/ou d'un diagnostic (avant travaux ou avant démolition), le titulaire formalise un rapport de repérage et le transmettra à l'AMO, par voie électronique (PDF), dans un délai d'un mois.

Le titulaire rédigera un rapport par bâtiment* qui devra comprendre a minima :

- Les zones visitées et non visitées (avec la justification le cas échéant),
- La liste des Zones Présentant des Similitudes d'Ouvrage (ZPSO),
- La liste de l'ensemble des matériaux repérés et prélevés y compris ceux non amiantés d'après le diagnostic (avec une référence et photo associées),
- L'estimation des quantités de matériaux amiantés ainsi que leur état de conservation,
- Les résultats d'analyse du Laboratoire.

** Au vu de leur taille, les bâtiments suivants pourront faire l'objet d'un seul rapport : Local Diesel, Garage, Local de stockage de produits chimiques, Hangar, Cabane, Local de repli, Ventilation Sheds et Puits.*

Nota : Cette liste n'est pas exhaustive, le titulaire devra être force de proposition pour fournir le rapport le plus complet possible.

Plomb :

A l'achèvement d'une campagne de levée de doute et/ou d'un diagnostic (avant travaux ou avant démolition), le titulaire formalise un rapport de repérage et le transmettra à l'AMO, par voie électronique (PDF), dans un délai d'un mois.

Le titulaire rédigera un rapport par bâtiment* qui devra comprendre a minima :

- Les zones visitées et non visitées (avec la justification le cas échéant),
- La liste des Zones Présentant des Similitudes d'Ouvrage (ZPSO),
- La liste de l'ensemble des matériaux repérés et prélevés y compris ceux ne contenant pas de plomb d'après le diagnostic (avec une référence et photo associées),
- Les résultats de la spectrométrie de fluorescence X (spectres et interprétation),
- L'estimation des quantités de matériaux contenant du plomb ainsi que leur état de conservation,
- Les résultats d'analyse du Laboratoire (le cas échéant).

** Au vu de leur taille, les bâtiments suivants pourront faire l'objet d'un seul rapport : Local Diesel, Garage, Local de stockage de produits chimiques, Hangar, Cabane, Local de repli, Ventilation Sheds et Puits.*

Nota : Cette liste n'est pas exhaustive, le titulaire devra être force de proposition pour fournir le rapport le plus complet possible.

6.7 Modalités relatives aux dossiers techniques amiante et plomb

La version initiale des dossiers techniques amiante et plomb sera transmise à l'AMO, par voie électronique (PDF), dans un délai de 6 mois à compter le début de la TF.

Il sera demandé au titulaire de mettre à jour de manière semestrielle ces dossiers techniques si cela s'avère nécessaire (nouveaux travaux, diagnostics, évolution réglementaire...).

Les dossiers techniques devront comprendre a minima :

- L'historique des bâtiments,
- L'ensemble des diagnostics et repérages,
- Pour l'amiante : les Plans de Retrait Amiante (PRAM), et équivalent pour le plomb,
- Les BSD et BSDA,
- Les MOP SS4.

Nota : Cette liste n'est pas exhaustive, le titulaire devra être force de proposition pour fournir le dossier le plus complet possible.

6.8 Modalités relatives au rapport d'intervention

A l'achèvement d'une campagne de levée de doute et/ou d'un diagnostic, le titulaire formalise un rapport d'intervention et le transmettra à l'AMO, par voie électronique (PDF), dans un délai d'un mois.

Le rapport d'intervention reprendra a minima les éléments suivants :

- La quantité de déchets induits produits durant les levées de doutes et les repérages,
- L'identification des sacs déchets produits (numéro d'identification, photo et lieu d'entreposage),
- Les PV de contrôle radiologique (endroits diagnostiqués, sacs déchets, échantillons),
- Les documents liés au transport (classement et PV Radioprotection),
- Les écarts constatés avec les prévisions des modes opératoires,
- Les difficultés rencontrées,
- Le retour d'expérience.

6.9 Modalités relatives au rapport final d'intervention

A l'achèvement de la mission, le titulaire finalise le Rapport Final d'Intervention (RFI) et le transmet à l'AMO, par voie électronique (PDF), dans un délai d'un mois.

Le RFI doit comporter a minima :

- Le déroulement chronologique du chantier, avec le planning associé des différentes interventions qui ont eu lieu sur le chantier,
- Le bilan des actions réalisées durant la prestation,
- Le bilan de la dosimétrie individuelle et collective (non nominative) en fonction du type d'opération réalisée par les différentes sociétés prestataires,
- Les éléments photographiques sous forme de planches photo couleur format A4 et de fichier numérique,
- Un bilan des déchets produits et gérés durant la prestation,
- Une synthèse des PV de contrôle radiologique,
- Les comptes rendus des faits marquants (aléas, écarts, incidents, difficultés rencontrées...),
- Le retour d'expérience et les axes d'amélioration identifiés.

La réception du marché est soumise à la remise du RFI et à son acceptation par le représentant du pouvoir adjudicateur.

6.10 Responsabilités

L'entreprise demeure responsable du matériel et outillage qu'elle utilise pour son intervention. En aucun cas, le Maître d'Ouvrage ne pourra être tenu pour responsable de vols, pertes, dégradation ou contamination du matériel et outillage de l'entreprise.

L'entreprise demeure également responsable du bon état des ouvrages, infrastructures, équipements, matériels et matériaux qui lui sont mis à disposition (notamment la base vie).

Le maître d'ouvrage met à disposition de l'entreprise une base vie avec sanitaires, vestiaires, réfectoire, bureau et salle de réunion qui seront partagés avec les autres entreprises présentes sur le site.

Le titulaire contrôle la dosimétrie pour l'ensemble de ses collaborateurs prévus pour ces prestations, en ce sens il met à disposition un TQRP pour réaliser le niveau 1 de radioprotection du site tout au long de sa mission. Il assurera le contrôle niveau 1 et le suivi dosimétrique pour toutes les opérations réalisées même dans le cas où l'étude de poste ne révèle pas la nécessité de personnel catégorisé.

Pendant la durée des travaux, le titulaire s'assure de la propreté de son chantier et des voies de circulation qui devront être maintenues en bon état de propreté. Le titulaire veillera au bon confinement des opérations, il sera le seul responsable en cas de prolifération de la contamination lors de ses opérations et assurera le rétablissement de la zone concernée.

La prestation comprend les frais et dépenses de toutes natures nécessaires à l'exécution complète des différentes phases de la mission mentionnées à l'article 2. Pour rappel, les limites de fourniture sont précisées au § 2.5.

6.11 Habilitations du personnel, certifications et suivi dosimétrique

Le prestataire ne doit faire intervenir que du personnel apte à travailler sous rayonnements ionisants, catégorie B ; habilité PR1 CR (Centre de Recherche) ou CC (Cycle du Combustible) et sous-section 4. De plus, les repérages doivent être réalisés par des techniciens du domaine de la construction disposant d'un certificat de compétences délivré par un organisme accrédité conformément à l'arrêté du 8 novembre 2019 [8] et à l'arrêté du 24 février 2017 [16].

L'entreprise, quant à elle, doit être certifiée CEFRI de type « E » ou équivalent ainsi qu'ISO 9001 ou équivalent. Elle doit également être certifiée selon les modalités définies par l'arrêté du 2 juillet 2018 [17].

En application des articles R 4451-10 et 11 du code du travail, le titulaire du présent marché doit fournir un prévisionnel dosimétrique de la dose collective et individuelle susceptible d'être intégrée durant toute la durée du chantier. Ce prévisionnel sera établi sur la base des données existantes. En fonction des résultats de l'analyse de risques, réalisée par le titulaire et en concertation avec le médecin du travail et le Conseiller en Radioprotection de l'entreprise, la réalisation d'analyses radio-toxicologiques complémentaires peuvent être nécessaires pour le personnel intervenant. Dans ce cas, les radionucléides à rechercher sont : ^{234}U , ^{235}U , ^{238}U , ^{226}Ra , ^{234}Th , ^{241}Am , ^{238}Pu , ^{239}Pu , ^{223}Ra et ^{230}Th . Un point zéro sera alors réalisé avant intervention et un nouvel examen aussi vite que possible en fin d'intervention, compte tenu de la faible période du ^{223}Ra .

Tout changement de personnel durant les opérations doit être communiqué à l'AMO et le personnel entrant et sortant doit faire l'objet des analyses médicales précitées.

En cas d'inobservation de la prescription concernant le point zéro médical, les points intermédiaires et le bilan médical final dans le délai imparti, le titulaire encourt des pénalités prévues à l'article 7 du présent CCP.

Le titulaire fournit au Maître de l'Ouvrage la liste des personnes concernées dès la notification du marché.

Nota : Le titulaire doit faire à ses frais les examens médicaux périodiques d'aptitude prévus à l'article R4451-84 à 87 du code du travail (hors analyses radiologiques).

6.12 Hygiène et sécurité

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions du code du travail et les consignes en vigueur fixées par le coordonnateur SPS.

Le titulaire se conforme également aux dispositions du code de travail concernant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, notamment concernant les équipements de protections individuelles et collectives pour le personnel.

Avant le début du chantier, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) est établi par le titulaire en conformité avec le Plan Général de Coordination SPS (PGCSPS).

Au cours du chantier, des visites régulières de suivi sont réalisées par le CSPS afin de vérifier que l'ensemble des dispositions prévues a bien été mis en œuvre et éventuellement décider, en concertation avec le titulaire du présent marché, de nouvelles mesures de prévention.

Le titulaire du présent marché est informé que le chantier peut à tout moment être arrêté si les dispositions du PGCSPS ne sont pas appliquées.

Le titulaire du présent marché doit transmettre avant la réunion d'inspection commune :

- La date de l'arrivée de son personnel ;
- La durée prévisible de son intervention ;
- Le nombre prévisible de salariés affectés au chantier (y compris les éventuels sous-traitants) ;
- Les coordonnées des organismes de médecine du travail dont dépendent leurs salariés ;
- Les certificats de contrôle et d'étalonnage requis pour le matériel de mesure.

6.13 Gestion des déchets

Déchets conventionnels

Le titulaire a en charge le tri, le conditionnement et l'évacuation des déchets conventionnels vers la filière adaptée. Il en assure l'organisation, la mise en œuvre et le suivi dans le respect de la réglementation. Il est à noter qu'avant toute sortie du site, les déchets devront faire l'objet d'un contrôle par la radioprotection de niveau 2 qui éditera une Attestation de Contrôle Radiologique (ACR). Les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD), Bordereaux de Suivi de Déchets Amiante (BSDA) et ACR seront archivés et remis à l'AMO en fin de prestation.

Déchets radioactifs

Le titulaire a en charge le tri et le conditionnement des déchets radioactifs selon les différentes natures de déchets identifiées au travers des dossiers d'acceptation de colis de déchets TFA suivants :

- Déchets technologiques celluloseux compactables (lot DIV 16001) ;
- Déchets technologiques non celluloseux compactables (lot DIV 16002) ;
- Déchets d'installation TFA dangereux (lot DIV 200068) ;
- Déchets d'installation TFA non dangereux (lot DIV 200030) ;
- Déchets TFA amiantés (lot DIV 200051).

Les déchets, triés et identifiés, seront mis en emballage intermédiaire (saches ou fûts à discrétion du titulaire) avant transfert vers les zones d'entreposage identifiées par l'AMO et la société en charge de la gestion des déchets sur site.

Les emballages intermédiaires, ainsi constitués, devront être identifiés et fermés de façon sûre et doivent être aptes à préserver leur intégrité pendant leur transfert et/ou leur manutention.

Les emballages intermédiaires transmis devront faire l'objet d'un contrôle radiologique de 1^{er} niveau (débit de dose au contact et contrôle de non contamination) sur la sache extérieure ($<0,4 \text{ Bq/cm}^2$ en $\beta\gamma$ et $0,04 \text{ Bq/cm}^2$ en α).

Le titulaire tiendra un registre d'inventaire des déchets et rédigera les documents associés (bordereaux de prises en charge...). Sera également réalisé un registre d'inventaire des déchets entreposés sur site générés et/ou reconditionnés par le titulaire.

Les informations requises dans le registre sont, entre autres, la date de fermeture de l'emballage intermédiaire, le débit de dose au contact, le niveau de propreté radiologique, la nature des déchets présents, le lieu d'origine des déchets, un numéro d'identification, le taux de remplissage, le nom de la société intervenante et la date de remise de l'emballage à la société en charge de la gestion des déchets. Il est recommandé au titulaire d'intégrer toutes informations qu'il juge nécessaire au suivi des emballages et à leur future gestion.

Les informations relatives au tri des déchets sur le site seront transmises au titulaire au démarrage de la prestation.

6.14 Gestion des échantillons

Les échantillons devront être contrôlés par la radioprotection de niveau 1 puis emballés de manière à préserver leur intégrité pendant le transport et/ou la manutention.

L'emballage des échantillons sortant des zones de prélèvements devront être radiologiquement propres ($<0,4$ Bq/cm² en $\beta\gamma$ et $0,04$ Bq/cm² en α) sur la sache extérieure.

Avant leur sortie du site, les échantillons devront faire l'objet d'un contrôle par la radioprotection de niveau 2 qui éditera une ACR.

Les échantillons constitués devront être identifiés avec des étiquettes collantes pour échantillons et conditionnés de façon pérenne pour conserver leur intégrité dans le temps.

Les échantillons devront être gérés en déchets par le laboratoire d'analyses. En cas d'impossibilité de gestion de ces échantillons par le laboratoire, la gestion de ces derniers sera à la charge du titulaire.

6.15 Transport des échantillons

Le titulaire dans le cadre de ses missions, devra prendre en charge le transport des échantillons vers le laboratoire d'analyses. Pour cela, il est nécessaire de :

- Caractériser les échantillons par spectrométrie gamma ;
- Contrôler les échantillons conformément au § 6.14 ;
- Classer le transport conformément à l'ADR ;
- Etiqueter les colis conformément aux exigences de l'ADR et au classement défini ;
- Réaliser le transport jusqu'au laboratoire.

Notas :

- Les entreprises présentes sur site disposent d'une spectrométrie gamma. Le titulaire est libre de se rapprocher de ces dernières.
- Les étiquettes et les emballages sont à la charge du titulaire.

6.16 Gestion des incidents

En cas d'incident sur site, la radioprotection de niveau 2 ainsi que l'AMO doivent être informés dans les meilleurs délais et un compte-rendu devra être transmis à l'AMO dans un délai de 24/48 h. L'ensemble des dispositions prises par le titulaire pour gérer ce type de situation seront présentées dans son PPSPS sous forme de fiches réflexes.

6.17 Modalités relatives au laboratoire d'analyses

La caractérisation des échantillons amiante/FCR et plomb devra être réalisée par un laboratoire accrédité COFRAC et ayant la capacité de réceptionner des échantillons présentant une activité radiologique pour les radionucléides mentionnés au § 1.4.

Le laboratoire choisi devra à la fois avoir une technologie suffisante pour réaliser la recherche et l'identification d'amiante sur prélèvement de matériau par Microscopie Électronique à Transmission Analytique (META) selon les parties utiles de la norme NF X 43-050 [24] ou par Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) selon le guide HSG 248 – annexe 2 ; puis pour réaliser une analyse chimique pour la recherche du plomb acido-soluble sur revêtement selon la norme NF X 46-031 [33] ou encore sur un support de prélèvement de type lingette ou le cas échéant filtre.

6.18 Obligation de résultats

Le titulaire du présent marché est assujéti à une obligation de résultat pour mener à leur terme toutes les prestations du marché, et ne peut refuser de poursuivre la mission au prétexte :

- Que les moyens ont été insuffisamment évalués ;
- Que les contraintes ont été mal appréciées ;
- Que les techniques et procédures de suivi sont mal adaptées aux besoins ;
- Que le paiement d'un acompte lui semble insuffisant, soit du fait de sa réduction soit du fait de son annulation.

Si le titulaire du présent marché refuse, pour les raisons indiquées ci-dessus, de poursuivre l'exécution du marché, il est mis en demeure par le représentant du Pouvoir Adjudicateur de reprendre cette exécution, sous un délai qui ne peut excéder 15 jours à compter de la notification de cette mise en demeure.

Le titulaire du présent marché est libre des moyens d'intervention qu'il juge nécessaire de mettre en place pour assurer sa mission, en fonction du délai d'exécution, de la nature et de la complexité des tâches. Il doit intervenir avec ses moyens propres, en faisant éventuellement appel aux compétences d'un sous-traitant. Dans ce cas, le titulaire informera le donneur d'ordre, de l'intervention d'un tiers, au moins 3 jours avant, et informera les intervenants des risques associés au chantier.

ARTICLE 7 – PENALITES

L'application des pénalités de retard pourra se faire, par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI [35], par simple constatation des dépassements de délais sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

7.1 Pénalités pour retard dans la réalisation du point zéro médical initial, des bilans intermédiaires et le bilan final

En cas de retard ou d'inobservation des prescriptions concernant le suivi médical (point zéro médical initial, bilans intermédiaires et bilan médical final), le titulaire du présent marché encourt des pénalités de **100 € HT (cent euros)** par jour calendaire et par personne.

7.2 Pénalités pour retard pour la remise de documents et rapports

En cas de retard dans la remise de documents ou rapports, le titulaire encourt des pénalités dont le montant est fixé à **100 € HT (cent euros)** par rapport ou document et par jour calendaire de retard.

7.3 Pénalités pour retard dans l'exécution d'une prestation

En cas de retard dans l'exécution d'une prestation, le titulaire encourt par jour de retard calendaire une pénalité de **1/1000ème du montant HT** du prix forfaitaire dont relève la prestation correspondante, ou du prix unitaire correspondant si la prestation est rémunérée par un tel prix.

7.4 Pénalités pour manquement aux règles de sécurité et de radioprotection

Le titulaire est responsable de l'application des règles de sécurité et de radioprotection lors de la réalisation des prestations du marché. En cas de non-respect de ces règles le titulaire encourt une pénalité de **1000 € HT (mille euros) par infraction observée**, les conséquences financières et planning d'un potentiel arrêt de chantier suite à une infraction seront imputés au titulaire.

7.5 Pénalités pour le non-respect de l'environnement du site

Le titulaire est responsable de l'application des règles de bonne conduite lors de la réalisation des prestations du marché sur site (respect du code de l'environnement et du code de la santé publique sur la lutte contre le bruit et les nuisances sonores, respect de l'environnement...). En cas de non-respect de ces règles le titulaire encourt une pénalité de **1000 € HT (mille euros) par infraction observée**, les conséquences financières et planning d'un potentiel arrêt de chantier suite à une infraction seront imputés au titulaire.

7.6 Pénalités pour le non-respect de la propreté du chantier

Le titulaire est responsable de la propreté de son chantier ainsi que de la base-vie. En cas de non-respect de la propreté des lieux constaté par le MO ou son assistant, le titulaire encourt une pénalité de **100 € HT (cent euros) par jour calendaire** jusqu'à remise en état des lieux désignés.

7.7 Pénalités pour absence aux réunions prévues

En cas d'absence du représentant du titulaire ou de la PCR aux réunions de chantier, le titulaire encourt une pénalité de **1000 € HT (mille euros)** par absence.

7.8 Pénalités pour infraction à la loi sur la sous-traitance

Toute infraction à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance expose le titulaire au risque de l'application d'une pénalité forfaitaire de **300 € HT (trois cents euros HT)** par fait générateur.

Les faits générateurs sont de trois natures essentielles :

- Le sous-traitant agit dans le cadre du présent marché sans avoir été proposé à l'acceptation du représentant du Pouvoir Adjudicateur ;
- Le sous-traitant ne bénéficie pas du paiement direct, alors que le montant de son contrat de sous-traitance excède 600 € TTC ;
- Le sous-traitant a commencé l'exécution de sa prestation avant la notification, au titulaire, de l'acte spécial correspondant.

Ces faits générateurs sont cumulables pour le cas d'un même sous-traitant. Ils ne sont pas exclusifs d'autres infractions pouvant constituer des faits générateurs.

7.9 Plafonnement des pénalités et variations économiques

Les pénalités sont plafonnées à hauteur de 10% du montant total du marché (tranche ferme et tranche optionnelle affermie incluse).

En application de la circulaire n°13 du 25 janvier 2006 publiée au bulletin officiel des impôts n° 3 B-1-06, elles sont calculées hors TVA et ne sont pas affectées par les variations économiques du prix, actualisation ou révision. Elles sont déduites du net à payer de l'acompte correspondant à la période du fait générateur.

ARTICLE 8 –REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

8.1 Modalités générales - Délai global de paiement

Le titulaire est payé dans un délai global fixé à trente (30) jours, à compter de la réception du projet de décompte par le maître d'ouvrage, dans le cas où le décompte est validé. Les demandes de paiement sont envoyées au maître d'ouvrage par tout moyen permettant de connaître avec certitude leur date exacte de réception.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, calculés à l'aide du taux correspondant à la réglementation en vigueur, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

La facturation est réalisée de la manière suivante :

- Après intervention/prestation, sous validation d'un PV/fiche d'intervention, pour les prix n°2, 3 à 10, 15, 16, 18 à 21, 28, 31 à 33 indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires et forfaitaires ;
- A la validation des rapports/documents par l'AMO pour les prix n°1, 11 à 14, 17, 23 à 27 indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires et forfaitaires ;
- A validation des comptes-rendus d'analyse par l'AMO pour les prix n°22, 29 et 30 indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires et forfaitaires.

8.2 Retenue de garantie

Le présent marché ne fait pas l'objet d'une retenue de garantie et le titulaire est dispensé de toute forme de caution destinée à remplacer cette garantie.

8.3 Avance

En application de l'article R2191-3 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, une avance peut être versée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

En application des articles R2191-6 et 7 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la tranche ferme du marché divisé par sa durée exprimée en mois. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation. Cette avance est portée à 10% lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise conformément à l'article 2 du décret 2019-1344 du 12 décembre 2019.

En application de l'art R2192-13 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, chaque tranche optionnelle affermie dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. peut faire l'objet du versement d'une avance dans les conditions prévues aux art. R2191-3 à 9.

Le paiement de cette avance intervient sans formalité dans le délai global de **30 jours** à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution de la mission.

En application des art R2191-11, R2191-12 et R2191-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le remboursement de ces avances s'impute sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC de la tranche ferme du marché ou de la tranche optionnelle affermie et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC de la tranche ferme du marché ou de la tranche optionnelle affermie.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le précompte s'effectue après application de la clause de révision sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Son montant n'est pas affecté par les clauses de variation économique.

8.4 Décomptes et acomptes périodiques

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes, dont la fréquence est fonction de la nature des éléments de mission.

Pour la période de préparation

Un premier acompte est demandé par le titulaire après notification par ordre de service du maître d'ouvrage de l'achèvement de la période de préparation. Le montant de cet acompte est égal à 100% de la valeur du prix forfaitaire correspondant à la période de préparation.

Pour la tranche ferme et la tranche optionnelle

Les acomptes suivants sont demandés par le titulaire selon une périodicité mensuelle au cours des mois de réalisation.

Le titulaire établit un état périodique indiquant uniquement le montant des prestations achevées et dont les résultats ont été acceptées par le maître d'ouvrage en prix de base qu'il a effectuées, depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement, par le titulaire, du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

En cas de co-traitance, l'état périodique concerne l'avancement de la mission de tous les membres du groupement. Il n'est pas procédé à des paiements partiels se référant à certains co-traitants alors que l'exécution de la mission fait apparaître que d'autres membres du groupement ont effectué des prestations depuis l'état périodique précédent.

En cas de groupement, il est établi un décompte périodique, contresigné par le mandataire du groupement, pour chaque co-traitant devant être payé sur un compte bancaire individualisé, dont le mandataire du groupement, et un décompte périodique récapitulatif.

En cas de recours à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, la demande de paiement du titulaire est accompagnée, en tant que de besoin, pour chaque sous-traitant, d'une attestation indiquant la somme TTC à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné.

L'émission d'une demande de paiement ne respectant pas la forme d'un projet de décompte périodique ou sans les fiches administratives et financières associées est non recevable.

Le défaut de l'une des pièces mentionnées ci-dessus, entraîne la suspension du délai de paiement dans les conditions prévues à l'article R2192-27 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Toute forme de notification permettant de connaître avec certitude la date de réception de la lettre de suspension de délai de paiement par le titulaire peut être retenue.

A partir du projet de décompte périodique et de ses pièces annexées, présenté par le titulaire, le maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte à lui verser par un état d'acompte. Le projet de décompte périodique ainsi complété devient le décompte périodique.

Le montant de l'acompte périodique est arrêté par le Maître d'Ouvrage, à partir des documents dressés par le titulaire qui fait ressortir :

1. Le montant du décompte périodique ci-dessus diminué du montant du décompte précédent ;
2. L'incidence de la révision des prix appliquée conformément au CCP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période considérée et de la période précédente ;
3. L'avance perçue et/ou son remboursement le cas échéant ;
4. L'incidence de la T.V.A. ;
5. Les pénalités éventuelles ;
6. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1. à 5. ci-dessus ;
7. La ventilation éventuelle des sommes à payer entre le mandataire et ses co-traitants.

Le Maître de l'Ouvrage notifie au titulaire l'état d'acompte, s'il modifie le projet du titulaire, il joint le décompte modifié. En cas de groupement, l'ensemble des pièces est alors envoyé au mandataire du groupement qui en assure la diffusion à ses co-traitants.

8.5 Décompte final

Dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de réception du marché prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire adresse au maître d'ouvrage ci-dessus un projet de décompte final, correspondant aux prestations réellement effectuées en prix de base et hors TVA et donc indiquant le montant total des sommes auquel il peut prétendre.

Le titulaire est lié par les indications figurant à ce projet de décompte final. Ce dernier est établi dans les mêmes conditions que les projets de décompte périodique.

Il est de plus accompagné des quitus visés au présent CCP et de toutes les attestations de paiement direct aux sous-traitants valant solde des sommes dues à chacun d'eux au titre de l'Acte Spécial. En cas de réclamation d'un sous-traitant le décompte final peut être rejeté par le maître d'ouvrage tant que le titulaire n'a pas fait le nécessaire pour mettre fin au litige.

En cas de groupement, le mandataire contresigne le projet de décompte final établi par chacun de ses co-traitants. Il établit et fournit le décompte final de ses propres prestations. Aucun décompte final ne peut être instruit isolément : en cas de rejet ou de suspension d'un seul décompte final, l'ensemble de tous les décomptes finaux sont soumis à la même mesure.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI [35] deux cas font notamment obstacle à l'instruction du décompte général et au paiement du solde :

1. L'absence du quitus de chaque sous-traitant ;
2. L'existence d'une réclamation ou d'une action directe d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Le projet de décompte général, arrêté par le représentant du pouvoir adjudicateur, est notifié par celui-ci au titulaire, au moyen d'un envoi postal en lettre recommandée avec accusé de réception ou par la plateforme PLACE. Dans ces deux derniers cas, le titulaire accuse réception du décompte général. Le titulaire renvoie le décompte général revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, au représentant du pouvoir adjudicateur. Le cas échéant, le titulaire fait connaître au représentant du pouvoir adjudicateur les raisons précises pour lesquelles il refuse de signer - ou il signe avec réserves - le décompte général. Les délais de paiement débutent à la date de retour d'acceptation, par le titulaire, du Décompte Général qui devient décompte général et définitif.

8.6 Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai global de paiement, le titulaire et ses éventuels sous-traitants ont droit, sans formalité, au bénéfice des intérêts moratoires, calculés à l'aide du taux correspondant à la réglementation en vigueur, auquel s'ajoutent les indemnités de dommages et intérêts.

8.7 Paiements des sous-traitants

Modalités de paiement direct des sous-traitants de premier rang

Tout sous-traitant de premier rang dont le montant sous-traité dépasse 600 € TTC doit faire l'objet de paiements directs. Le titulaire est dans l'obligation de joindre à son projet de décompte périodique une attestation de paiement direct. Elle mentionne le montant sous-traité, le montant déjà payé le cas échéant et le montant à payer dans l'acompte considéré.

Modalités de paiement direct des autres sous-traitants

Sans objet, le sous-traitant de rang supérieur au 1er rang n'étant pas autorisée au titre du présent marché.

Quitus du sous-traitant

Le titulaire produit avec le projet de décompte final, un document valant quitus par lequel le sous-traitant atteste que l'ensemble des paiements directs dont il a bénéficié avec les acomptes, augmenté éventuellement du montant prévu avec le solde, rémunère la totalité des prestations qu'il a effectuées dans le cadre du marché et qu'il renonce, de ce fait, à toute action à l'encontre du Maître d'ouvrage. Le titulaire s'engage à faire figurer dans ses contrats de sous-traitance, une clause indiquant la nécessité de fournir un document valant quitus pour chacun de ses sous-traitants.

En cas de conflit ou de litige entre le titulaire et un sous-traitant, empêchant la production de ce quitus, le décompte général peut, néanmoins, être instruit après qu'une des deux conditions suivantes aient été satisfaites :

1. Extinction du conflit ou du litige, soit par voie amiable, soit par voie judiciaire ;
2. Production par le titulaire d'une garantie à première demande, garantissant le montant du litige, augmenté des intérêts moratoires calculés sur cinq ans et prenant fin après l'extinction du litige.

ARTICLE 9 – DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut décider, au terme de chacune des parties techniques définies à l'article 2 du présent CCP, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

Le représentant du pouvoir Adjudicateur peut librement disposer des études pour tout besoin concernant la réalisation des opérations qui en résultent. Le titulaire ne peut en aucun cas diffuser tout ou partie de ses études sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit du représentant du pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 10 – CONDITIONS DE RESILIATION

La résiliation du présent marché peut être prononcée à tout moment par le Pouvoir adjudicateur. Elle s'effectue dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles 27 et 36 à 41 du CCAG-PI [35].

Au cas où le titulaire ne s'acquitterait pas de tout ou partie de ses engagements, le marché sera résilié aux torts de celui-ci par le représentant du pouvoir adjudicateur après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Le marché sera résilié sans contrepartie pour la part non exécutée.

En cas d'inexécution par le titulaire de prestations prévues au marché qui par nature ne peuvent souffrir aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire en application de l'article 27 du CCAG-PI [35].

Par ailleurs, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2142-13, R2142-14, et R2143-3 à R2143-14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ou si le titulaire ne défère pas aux mises en demeure de fournir tous les six (6) mois les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, conformément à l'article 39.1 du CCAG-PI [35] et l'exécution des prestations sera réalisée aux frais et risques du titulaire en application de l'article 27 du CCAG-PI [35]. Le décompte de résiliation est alors établi conformément et dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-PI [35].

Le marché prévoit en outre la possibilité de procéder à sa résiliation d'un commun accord entre les parties. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité ni pénalité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 2 ci-dessus emporte résiliation du marché sans indemnité.

ARTICLE 11 – ATTESTATION D'ASSURANCE

Le(s) titulaire(s) et son/leur sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir sa/leur responsabilité civile découlant notamment des articles 1137 à 1150 du code civil, autre que décennale en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporels, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception, présentant des montants de garantie suffisants pour couvrir tous les cas de responsabilité titulaire, mandataire et/ou cotraitants.

La/leurs police doivent apporter les minimums de garanties suivants :

1. Dommages corporels : 500 000 € par sinistre ;
2. Dommages matériels et immatériels consécutifs ou non : 500 000 € par sinistre et par année.

Ces montants de garanties minimum ne sauraient constituer une quelconque limitation de la responsabilité du titulaire, mandataire et/ou cotraitants qui s'exerce selon les principes de droit commun.

Ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux existants ainsi qu'aux biens mobilier s'y trouvant notamment par accident, incendie, explosion, eau et vol, y compris négligence des préposés lorsqu'elle a facilité l'introduction des voleurs.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) doit(vent) fournir avant notification du marché une attestation émanant de sa/leur compagnie d'assurance, justifiant qu'il(s) est/sont à jour de ses/leurs cotisations et que la/leur police contient des garanties conforme aux montants indiqués ci-dessus. Cette/ces attestation(s) sont adressées par ailleurs au maître d'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de la/leur mission.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le(s) titulaire(s) doit(vent) justifier à tout moment du paiement de la/leur prime d'assurance ainsi que de celles de ses/leurs sous-traitants.

ARTICLE 12 – LITIGE

En cas de litige relatif à l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et le Tribunal Administratif de Melun est seul compétent.

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG-PI

ARTICLES DU CCAG-PI auxquels il est dérogé	ARTICLES DU PRESENT CCP par lesquels sont introduites ces dérogations
14 11.7	7 8.5

ANNEXES

Annexe 1 : Informations du PPSPS

Les informations à retrouver, a minima, dans le PPSPS sont les suivantes :

Les renseignements généraux :

- le nom et l'adresse de l'entreprise ;
- les travaux à réaliser : désignation du chantier, nature du (ou des) lot(s) confié(s) à l'entreprise et description sommaire ;
- le personnel : nom et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux, évolution prévisible de l'effectif avec dates d'intervention ;
- les noms et les coordonnées des entreprises sous-traitantes connues.

Les secours :

- les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
- le nombre de collaborateurs sur le chantier ayant reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours ;
- le matériel médical existant sur le chantier ;
- les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, l'évacuation dans un établissement hospitalier de toute victime qui le nécessite.

L'hygiène :

- les mesures prises pour améliorer l'hygiène des personnes et la mise à disposition des locaux destinés au personnel conformément aux indications du PGC SPS (Plan général de coordination sécurité et protection de la santé) ;
- pour chacune des installations, l'indication de leur emplacement sur le chantier et la date de leur mise en service prévisible. Certains de ces points devraient être prévus dans le PGC SPS établi par le coordonnateur SPS (Sécurité et protection de la santé).

Les mesures de prévention pour prévenir les risques générés par :

- l'activité des autres entreprises, le chantier ou son environnement (en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation dangereuses) ;
- l'activité de l'entreprise sur les autres intervenants ;
- l'activité de l'entreprise sur ses collaborateurs.